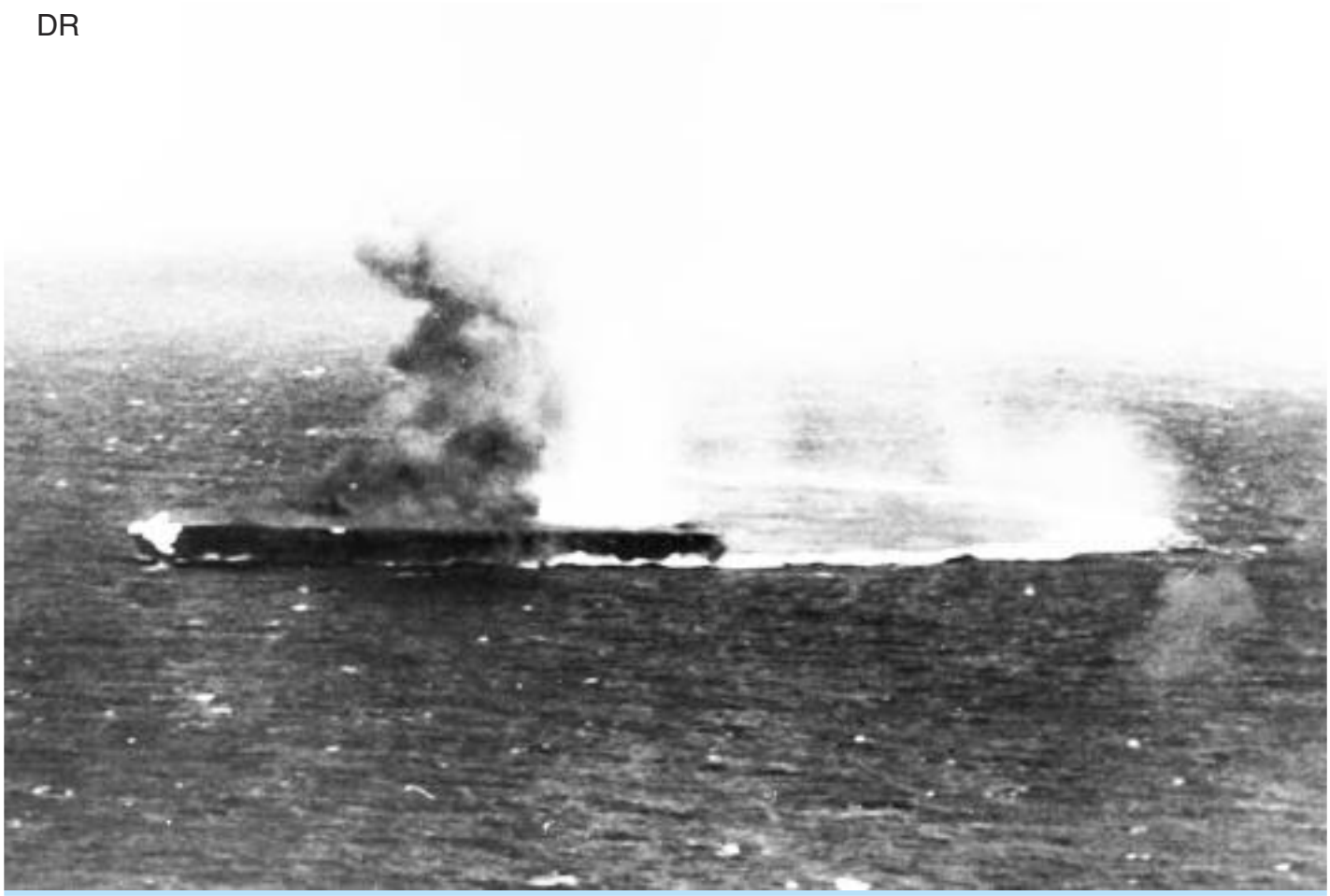
CROIX DE GUERRE et VALEUR MILITAIRE

REVUE DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES CROIX DE GUERRE ET DE LA VALEUR MILITAIRE
Affiliée à la Fédération André Maginot - Groupement n°31 - Toutes les générations du feu

Dossier
Bataille de la mer de Corail
4-8 mai 1945
p.5 à p.16

DR



N° 344 - Juin 2021 - 2ème trimestre

CROIX DE GUERRE et VALEUR MILITAIRE

ASSOCIATION NATIONALE DES CROIX DE GUERRE ET DE LA VALEUR MILITAIRE
Fondée en 1919. Déclarée conformément à la loi du 1-VII-1901. Approuvée par le ministre de l'Intérieur. Reconnue d'utilité publique : décret du 22 avril 1963. Affiliée à la Fédération nationale André Maginot - Gr. 31

Comité d'honneur :
Général d'armée (2S) Bertrand Ract-Madoux, Amiral (2S) Alain Oudot de Dainville, Général d'armée (2S) Denis Favier, Médecin général inspecteur (2S) Jean-Louis André, Général d'armée aérienne (2S) Stéphane Abrial, Renaud Denoix de Saint Marc, vice-président du Conseil d'Etat (H), la Ville de Paris

Présidents d'honneur :
Général (2S) Jacques Larchet
Chef d'escadrons (H) François Castanier

Président national :
Michel Bachette-Peyrade
Vice-Présidents :
Alain Bonnet, Daniel Gyre
Secrétaire général :
Emmanuel Montanié
Secrétaire général adjoint :
Fabrice Tedoldi
Trésorière nationale :
Jacqueline Combémorel
Chancelier :
Christian Bayol
Conseil d'administration : *Michel Bachette-Peyrade, Christophe Barthélémy, Christian Blondel, Alain Bonnet, Hervé Bonnier, Michel Bugeaud, Pierre Castillon, Jacqueline Combémorel, Franck Galland, Jean Folia, Daniel Gyre, Emmanuel Montanié, Loïc Salmon, Fabrice Tedoldi (conseiller technique).*

ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL :
A.N.C.G.V.M.
Hôtel national des Invalides
Cour d'honneur escalier H
129, rue de Grenelle - 75007 PARIS

TRÉSORIÈRE NATIONALE :
Jacqueline Combémorel - 01 44 42 38 47
Courriel : tresoriere.ancgvm@sfr.fr

PERMANENCE SECRÉTARIAT :
mardi, mercredi et jeudi 9h30-16h00
Charlette Dumont - 01 44 42 38 47
Courriel : ancgvm@sfr.fr

SOMMAIRE

- Éditorial 3
- Informations services 4
- Dossier 5

La bataille de la mer de Corail 4-8 mai 1942

- Histoire 17
- Culture 20
- Institutions civiles décorées 22
- Villes décorées 24
- Unités décorées 28
- Vie des sections 33
- Nécrologie 34
- Carnet 35

Des informations complémentaires sur la Défense, renouvelées périodiquement, sont accessibles sur le **site internet** :

www.croixdeguerre-valeurmilitaire.fr

« Croix de guerre et Valeur militaire »

« Valeur Militaire »

REVUE CROIX DE GUERRE ET VALEUR MILITAIRE
Directeur de la publication : *Michel Bachette-Peyrade*
Rédacteur en chef : *Loïc Salmon* - 01 44 42 38 47 - Courriel : bulletincgvm@sfr.fr
Secrétaire de rédaction : *Nelly Gosselin*

Imprimerie : Centr'Imprim 36101 Issoudun Cedex
Dépôt légal N°202106.0008
Commission paritaire N° 0326 A 06885
I.S.S.N. 1247-9918

Éditorial

Messieurs les chefs de corps et commandants des unités décorées, Mesdames et Messieurs les élus des villes décorées, Mesdames et Messieurs les représentants des institutions civiles décorées, chers amis,

Au moment où vous recevrez votre revue **Croix de Guerre et Valeur militaire,** *la pandémie du Covid 19 semblera marquer le pas. Cela nous laisse entrevoir un retour progressif à la normale de nos activités. Il convient toutefois de rester prudents.*

Notre assemblée générale annuelle statutaire s'est tenue le 3 juin dernier en visioconférence. De nombreux membres et présidents délégués de sections ont suivi les débats et ont pu voter les résolutions proposées. Outre l'approbation des rapports moral et financier et des comptes annuels 2020, notre Conseil d'administration national s'est enrichi de deux nouveaux membres élus à l'unanimité de l'assemblée. Je félicite donc chaleureusement Christophe Barthélémy de la section de Paris et Hervé Bonnier, président délégué de la section Provence-Alpes-Côte d'Azur, tous deux appartenant à la quatrième génération du feu (OPEX), et les remercie pour leur engagement à nos côtés.

Merci à nos partenaires pour leurs contributions dans notre revue, à savoir le Service historique de la Défense pour l'article " La Gendarmerie dans les territoires d'outre-mer " et l'Ecole de Guerre pour le dossier " La bataille de la mer de Corail " .

Je voudrais saluer ici également tous ceux avec qui nous avons l'ambition de contribuer au devoir d'information, de mémoire, de solidarité et de reconnaissance. Ces partenariats, dont nous sommes très fiers, nous sont d'une aide précieuse. Nous les remercions vivement.

Notre Conseil d'administration prépare activement la Journée d'étude " Institutions civiles décorées des deux guerres mondiales ", qui se déroulera à Paris dans les locaux de l'Ecole nationale d'administration, le jeudi 16 décembre 2021. Cet événement d'un haut niveau historique et scientifique, placé sous la présidence de nos autorités de tutelle, mettra à l'honneur les grandes écoles civiles, les entreprises, les organisations civiles et les administrations publiques qui ont payé un lourd tribut au cours des deux guerres mondiales et qui leur a valu d'être citées à l'ordre de la Nation. L'événement sera diffusé en direct sur notre site et nos réseaux sociaux en visio-conférence.

Nous n'oublions pas nos militaires des trois armées et de la gendarmerie, projetés sur les théâtres d'opérations extérieurs et dans nos territoires, en métropole et outre-mer, qui assurent notre sécurité. Nous les assurons de notre indéfectible soutien.

Je vous remercie à nouveau de transmettre au siège national toutes les difficultés rencontrées par nos membres et leurs familles en cette période toujours incertaine. Nous leurs devons notre soutien.

Bien fidèlement.

Michel BACHETTE-PEYRADE, président national

Les partenariats de l'ANCGVM

La Flamme sous l'Arc de Triomphe par laquelle nous procédons chaque année au ravivage de la Flamme sur le tombeau du Soldat inconnu. https://www.laflammesouslarcdetriomphe.org

La Grande chancellerie de la Légion d'honneur est l'autorité qui assure l'organisation des ordres nationaux et de la Médaille militaire. www.legiondhonneur.fr

L'Office national des anciens combattants et victimes de guerre est l'opérateur majeur de la politique du ministère des Armées pour transmettre la mémoire et promouvoir une citoyenneté active et un lien vivant entre le monde combattant et la jeunesse. Conséquence de la rconnaissance de l'État, l'action sociale est au cœur de la mission de proximité de l'Office. https://www.onac-vg.fr

Le Service historique de la Défense, détenteur de l'histoire et des archives des croix de guerre et de la valeur militaire et partenaire éditorial pour la rédaction d'articles de fond.
https://www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr

L'Ecole de Guerre à Paris, partenaire éditorial pour la réalisation de dossiers sur des batailles pour la revue « Croix de Guerre et Valeur Militaire ». https://ecoledeguerre.paris

Le Comité national d'entente qui regroupe les présidents des associations nationales membres (environ 50), destiné à coordonner de façon informelle les prises de position sur tous les sujets impliquant le monde combattant.

La Fédération nationale André Maginot, notre fédération depuis l'origine, dont nous constituons le groupement n° 31. https://www.federation-maginot.com

Le Souvenir de Verdun au sein duquel nous entretenons la mémoire de nos anciens de la Grande Guerre. http://memorial-verdun.fr

Le Cercle de défense des combattants d'Afrique du Nord (CDC-AFN), destiné à réagir sur les polémiques concernant les opérations de maintien de l'ordre en Afrique du Nord et la guerre d'Algérie.

L'Union des blessés de la face et de la tête « Les Gueules Cassées » apporte aujourd'hui, dans un esprit de fraternité et d'entraide, une assistance morale et matérielle aux militaires blessés au combat, en OPEX, policiers, gendarmes et pompiers blessés en service, victimes civiles d'attentats, atteints de blessures au visage ou à la tête. L'association remplit également un rôle d'entretien de la mémoire des sacrifices consentis pour le pays. https://www.gueules-cassees.asso.fr

Le Centre de transfusion sanguine des armées (CTSA) « Le sang donné pour le sang versé » : participation aux collectes de sang les 14 juillet et 11 novembre.
https://www.defense.gouv.fr/sante/notre-expertise/transfusion-sanguine/ctsa-le-don-du-sang

L'Association des Maires de France : partenariat destiné à entretenir la mémoire des villes décorées des deux guerres mondiales et de leurs administrés. https://www.amf.asso.fr

L'Association de soutien à l'armée française (ASAF), sur les grands sujets touchant la défense nationale. https://www.asafrance.fr

L'Institution nationale des Invalides : lieu de mémoire et symbole de l'attachement de la nation au devoir de réparation. Elle est la « Maison des Invalides », établissement de pointe spécialisé dans la prise en charge des blessés de guerre et du grand handicap et placé sous la tutelle du ministre délégué auprès du ministre des Armées, chargé des Anciens combattants. https://www.invalides.fr

BATAILLE DE LA MER DE CORAIL

4-8 mai 1942

Après l'attaque de Pearl Harbor le 7 décembre 1941, la Marine japonaise pouvait commencer les conquêtes qu'elle avait planifiées en Asie du Sud-Est. La 2ème Flotte, commandée par le vice-amiral Kondo, était chargée de conquérir la Malaisie et de faire tomber Singapour, tandis que la 3ème Flotte de l'amiral Takahashi devait s'emparer des Philippines, de Bornéo et des Célèbes. Après s'être réunies, les deux flottes devaient enlever les Indes néerlandaises. Pendant ce temps, la 4ème Flotte aux ordres de l'amiral Inoué devait faire tomber Guam et Wake. L'amiral Yamamoto, qui savait parfaitement que son raid sur Pearl Harbor n'avait pas détruit les porte-avions américains, ni les ateliers de réparation, ni les dépôts de carburant, restait donc aux commandes de la 1ère Flotte pour balayer toute opposition qui viendrait de la mer. Rien ne semblait résister à l'avance nippone : les Philippines, la Malaisie et les Indes néerlandaises avaient été enlevées en trois mois au lieu des six initialement prévus. Fin janvier 1942, les Japonais étaient déjà à Rabaul, en Nouvelle-Bretagne, et commençaient à gagner la côte Nord de la Papouasie et les Îles Salomon du Nord. Cette avancée leur donnait ainsi la maîtrise navale et aérienne sur la mer de Corail.

Le contexte stratégique p.6

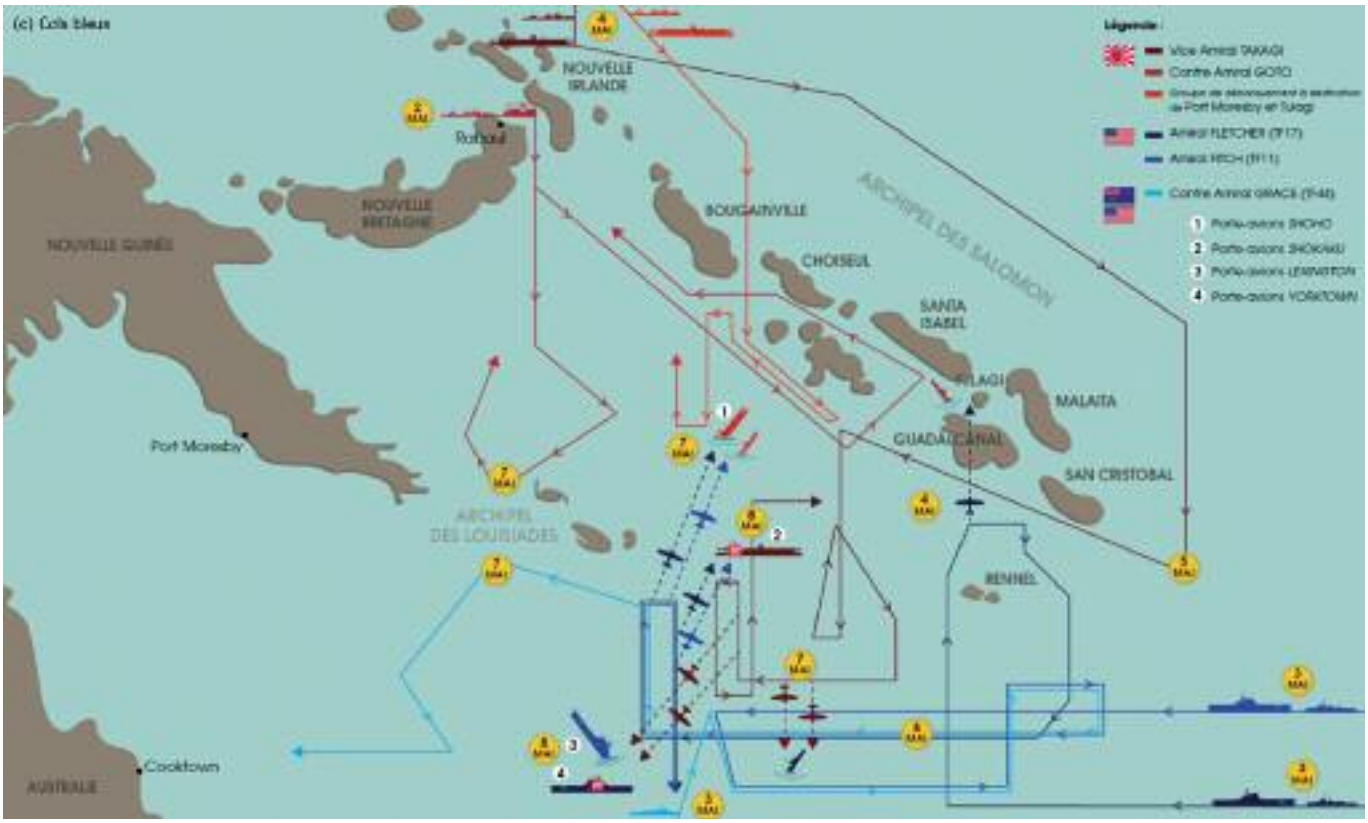
Les préparatifs p.9

Les opérations p.10

Les porte-avions p.13

Les enseignements p.16

Dossier réalisé par le capitaine de frégate Yves Desjars, officier stagiaire de l'Ecole de guerre (2019-2020)

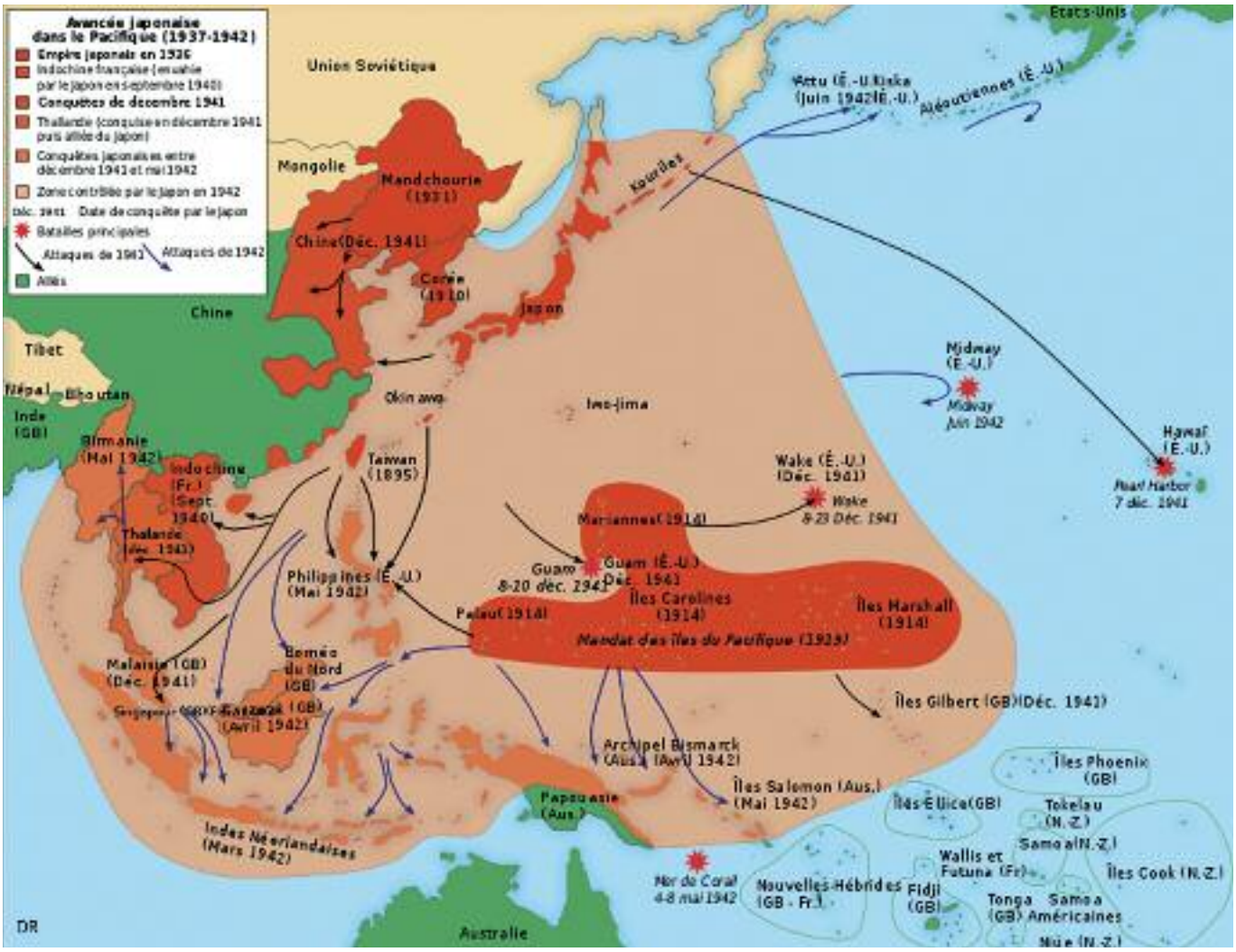


Le contexte stratégique

Le renseignement, atout de la Marine américaine

L'amiral Nimitz atterrit à Pearl Harbor le jour de Noël 1941 pour remplacer l'amiral Kimmel comme commandant en chef de la flotte du Pacifique. Le même jour, l'amiral King qui commandait la flotte de l'Atlantique, fut nommé à la tête de la Marine américaine. Dans ses premières instructions, il ordonna à Nimitz de protéger les lignes de communication entre les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande et l'Australie, par les Samoa et les Fidji, tout en défendant le triangle Midway - Johnston - Hawaï.

Le gouvernement australien prévint Nimitz qu'il craignait désormais pour la Nouvelle-Calédonie et Port-Moresby et le décida à intervenir. Il envoya une « Task Force » constituée autour du porte-avions *Lexington*, dont les aviateurs remportèrent un premier duel aérien le 21 février face à des chasseurs nippons en provenance de Rabaul. Mais la situation ne s'était pas améliorée. Les Japonais avaient opéré leur premier raid aérien sur Port-Darwin, en Australie, et les Indes néerlandaises avaient succombé. La production des puits de pétrole



Expansion japonaise entre 1937 et 1942.

dans les pays conquis avait repris plus rapidement qu'escompté et les pertes étaient bien plus faibles que les estimations les plus pessimistes des planificateurs nippons.

LE PLAN JAPONAIS

Une sorte de « drogue de la victoire » s'empara alors des planificateurs, qui envisagèrent d'agrandir le cordon défensif par trois nouvelles conquêtes : Tulagi et Port-Moresby pour obtenir la maîtrise de la mer de Corail ; Midway et les Aléoutiennes pour contraindre la flotte américaine à un engagement décisif selon le principe de Mahan, après quoi la Marine impériale pourrait circuler librement dans tout le Pacifique et débarquer où bon lui semblerait; la Nouvelle-Calédonie, Fidji et les Samoa pour couper toute ligne de communication entre les Etats-Unis et l'Australie. La réalisation de ce plan devait ainsi conduire à la bataille de la mer de Corail puis à celle de Midway. Le plan japonais pour l'opération « MO » prévoyait la conquête de Tulagi et de Port-Moresby, puis l'aménagement de bases d'aviation pour intensifier les opérations aériennes sur l'Australie, afin de l'isoler et la contraindre à sortir du conflit. Tulagi servirait de tremplin pour conquérir les îles Ocean et Nauru, riches en phosphates nécessaires à l'agriculture japonaise. Les Japonais avaient correctement évalué l'opposition aérienne américaine basée à terre à 200 avions, mais s'étaient trompés sur le nombre de porte-avions américains pouvant opérer dans la zone, supposant qu'il n'y en avait qu'un seul. De plus, les moyens consacrés à cette opération étaient limités, car la flotte de Yamamoto se préparait à attaquer Midway. La « Task Force MO » comprenait : un petit groupe de débarquement à Tulagi qui devait y installer une base d'hydravions ; le groupe de débarquement à Port-Moresby comprenant onze transports de troupes, escortés par une escadrille de destroyers ; un groupe de soutien constitué autour d'un porte-avions qui devait installer une base d'hydravions dans les Louisiades ; un groupe de couverture constitué du porte-avions léger *Soho*, de quatre croiseurs lourds et d'un destroyer ; la force principale, composée de deux grands porte-avions, deux croiseurs lourds et six destroyers, commandée par le vice-amiral Takagi. L'opération devait partir de Rabaul, où se trouvait l'amiral Inouye commandant la 4ème Flotte, et de Truk. Elle devait débuter par la prise de Tulagi le 3 mai. Puis le groupe de débarquement à Port-Moresby, protégé par les groupes de soutien, de couverture et la force principale, appareillerait le 4 mai de Rabaul pour débarquer à Port-Moresby le 7 mai. L'amiral Inouye s'attendait à une opposition de la part de la Marine et de l'Aviation

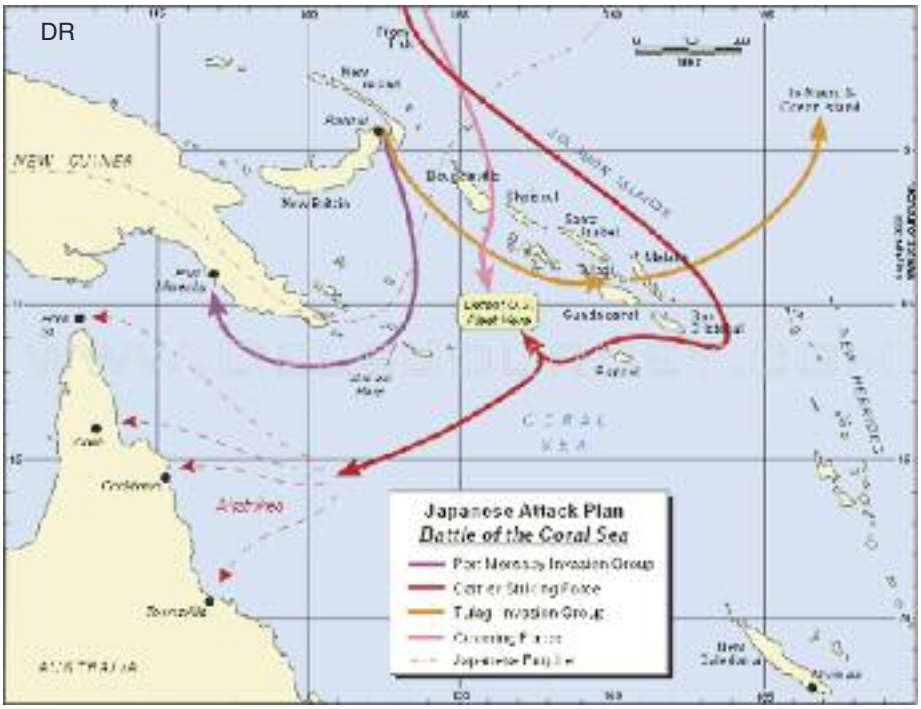
(c) Loïc Salmon

L'avion de chasse Mitsubishi "Zéro", embarqué sur porte-avions, a été employé avec succès dès septembre 1940 dans la bataille de Changuing pendant la seconde guerre sino-japonaise (1938-1943). Il pouvait voler à 500 km/h et parcourir 3.000 km.

américaine. Il espérait prendre l'escadre alliée en tenaille si elle rentrait dans la mer de Corail, tandis que le groupe de débarquement transiterait par la passe Jomard pour s'emparer de Port-Moresby.

LE PLAN AMÉRICAIN

L'amiral Nimitz avait une carte majeure en main, dont il disposera aussi à Midway. En effet, il connaissait l'objectif des Japonais grâce à son service de renseignement qui avait cassé un tiers des codes de la Marine japonaise (le fameux code JN 25) et analysait avec brio le volume du trafic radio de l'ennemi. Dès le 10 avril, il avait la quasi-certitude que l'opération avait pour but Port-Moresby et qu'elle débuterait le 3 mai. Partageant l'avis du général Mac Arthur, il identifiait parfaitement le danger que représenterait une telle avancée japonaise, à proximité immédiate du Queensland australien. D'autre part, Mac Arthur prévoyait de faire de Port-Moresby une grande base aérienne qui permettrait d'amorcer son retour vers les Philippines. Comme les pilotes de l'armée n'étaient pas fiables quand il s'agissait d'opérer au-dessus de la mer, Nimitz ne pouvait compter que sur les groupes aéronavals du *Yorktown* et du *Lexington*, c'est-à-dire moins de 150 appareils. La mer de Corail était familière à ces porte-avions qui y avaient opéré deux mois plus tôt et avaient acquis une première expérience de bataille aérienne face aux avions japonais «Zéros» et du bombardement des navires japonais et des troupes débarquées dans le golfe de Huon le 10 mars. L'amiral Nimitz aurait souhaité envoyer au combat une flotte plus importante mais il ne pouvait compter que sur deux porte-avions : l'*Enterprise* et le *Hornet*, sous les ordres de l'amiral Halsey. Ceux-ci n'étaient rentrés à Pearl Harbor que le 25 avril, après avoir fait décoller les B27 du lieutenant-colonel Doolittle qui, en bombardant Tokyo, avaient redonné espoir au peuple américain. La bataille étant prévue pour le 3 ou 4 mai et compte tenu de la durée du ravitaillement en vivres et munitions et des 3.500 milles marins (6.482 km) qui le séparaient de la mer de Corail, Halsey ne pouvait y participer. Nimitz signa un plan très simple le 29 avril à midi, ordonnant tout simplement à l'amiral Fletcher d'« *opérer dans la mer de Corail à partir du 1er mai* ». Fletcher, qui commandait la Task Force 17 constituée autour du *Yorktown*, opérait à partir de Nouméa. Nimitz lui adjoignait le groupe du *Lexington*, commandé par le contre-amiral Fitch, ainsi que la TF 44 de l'amiral britannique Crace, constituée de 3 croiseurs australiens. Pendant ce temps, les Australiens, alors informés des intentions japonaises, évacuaient préventivement Tulagi.



Plan japonais pour l'opération "MO ".

Les préparatifs

Prise de risques

***L'ordre signé par l'amiral Nimitz le 1er mai spécifiait de* « saisir toutes les occasions favorables pour détruire les navires de guerre ou de commerce et l'aviation de l'ennemi afin d'empêcher toute nouvelle avance de celui-ci dans le secteur Nouvelle-Guinée-Îles Salomon ».**

Dès qu'il serait informé des mouvements de l'ennemi par Nimitz, Fletcher devait tenir ses forces en alerte prêtes à agir, les avions de Mac Arthur ou ses propres forces. Le 1er mai, le groupe du *Lexington* passa sous le commandement de Fletcher en rejoignant celui du *Yorktown*. Fletcher se mit à « mazouter » et ordonna à Fitch de faire de même, opérations particulièrement longues. Fitch prit du retard dans ses opérations de mazoutage et prévint Fletcher qu'il ne terminerait que dans l'après-midi du 4 mai. Mais, ayant appris l'approche de l'ennemi par Mac Arthur, Fletcher décida de gagner le milieu de la mer de Corail sans attendre Fitch ni Crace, afin de lancer des reconnaissances aériennes. Il se privait ainsi d'une escorte conséquente et divisait ses forces. Le 3 mai, vers 8 h du matin, les Japonais débarquaient sans opposition à Tulagi. A ce moment, Fletcher et Fitch étaient à une centaine de milles marins (185 km) l'un de l'autre en train de mazouter, sans contact direct entre eux et sans savoir ce que faisait l'ennemi. Dans la soirée, Fletcher fut averti que les Japonais avaient débarqué à Tulagi et que cinq ou six navires de guerre y croisaient. Il détacha un navire pour honorer le rendez-vous du lendemain avec Fitch et Crace et les informer de ses intentions, puis fit route au Nord à 27 nœuds (50 km/h), bien décidé à attaquer Tulagi avec les appareils du *Yorktown*. Forts de leurs victoires ininterrompues depuis trois mois, les Japonais pensaient que personne ne les délogerait une fois qu'ils seraient établis à Tulagi. Les groupes de soutien et de couverture se retirèrent donc après le débarquement, vers 11 h le 3 mai, remontant vers le Nord pour se préparer à escorter le groupe de débarquement de Port-Moresby qui devait appareiller de Rabaul le 4 mai à 18 h. Fletcher arriva à 100 milles (185 km) au Sud de Guadalcanal le matin du 4 mai et lança, avant le lever du soleil, un groupe d'attaque d'avions torpilleurs «Devastator», de bombardiers en piqué « Dauntless » et de chasseurs « Wildcat ». Au même moment, Fitch et Crace apprenaient le changement d'intention de leur chef ; ils étaient alors à 250 milles (463 km) au Sud du *Yorktown* et étaient dans l'incapacité de lui porter secours en cas de besoin. Heureusement, les forces de couverture japonaises étaient trop loin et les pilotes menèrent l'attaque sur Tulagi avec une très faible opposition. Malgré cela, l'opération fut décevante « *par les résultats qu'elle obtint, eu égard aux munitions dépensées* » déclara l'amiral Nimitz. Mais les aviateurs, exagérant les résultats obtenus, étaient persuadés d'avoir coulé une grande partie des forces japonaises rencontrées. En réalité, seul un destroyer fut endommagé, 3 dragueurs et 10 hydravions coulés.

Chasseurs embarqués américains Grumman F4 « Wildcat ».

Les opérations

Méprises de part et d'autre

***Le 5 mai, l'amiral Inoué utilisa ses avions pour bombarder Port-Moresby. Le groupe de débarquement et son groupe de soutien poursuivaient leur route au Sud pour prendre la passe Jomard, entre la Nouvelle-Guinée et les Louisiades, pendant que la force principale de l'amiral Takagi descendait par le Nord des Salomons pour entrer dans la mer de Corail par* l'Est. (voir carte p.5).**

Les forces américaines ravitaillèrent, puis Fletcher vint au Nord-Est en direction de Rabaul dans la soirée. La journée s'était déroulée sans incident mais la situation s'anima le jour suivant.

L'ATTENTE (5 ET 6 MAI)

Malheureusement, la limite de la zone de responsabilité entre Nimitz et Mac Arthur traversait la mer de Corail et les hydravions de la Marine basés à Nouméa étaient donc limités vers le Nord-Ouest, car la partie occidentale était supposée être couverte par les avions de Mac Arthur.

Mais ceux-ci n'étaient pas en mesure de le faire. Fletcher, qui opérait dans la zone de Mac Arthur, ne pouvait compter que sur les avions de ses groupes aéronavals pour l'éclairer. Il reçut cependant plusieurs messages en provenance de Pearl Harbor lui annonçant la présence de trois porte-avions au Sud des Salomons.

Mais l'insuffisance des reconnaissances aériennes depuis la terre empêchait Fletcher d'anticiper les mouvements des grands porte-avions japonais, dont il ne soupçonnait pas le projet d'enveloppement. La force des porte-avions nippons avait mis cap au Sud au début du 6 mai pour couper la route des Américains.

Les avions de reconnaissance américains n'aperçurent pas la force de Takagi et, étonnamment, celui-ci n'envoya aucune reconnaissance à long rayon d'action les 5 et 6 mai. S'il l'avait fait dans l'après-midi du 6 mai, il aurait surpris Fletcher en train de mazouter en plein jour ! Les Japonais jouèrent de malchance, car un appareil de reconnaissance basé à Rabaul signala la position exacte de Fletcher le 6 mai à 11 h, mais le renseignement ne parvint que le lendemain à l'amiral Takagi. Dans la soirée, il remit cap au Nord pour mazouter et se rapprocher du groupe de débarquement qu'il devait protéger. Les deux forces étaient ainsi passées à 70 milles marins (130 km) l'une de l'autre sans s'apercevoir.

LES COMBATS (7 MAI)

Takagi se décida enfin à lancer une reconnaissance aérienne au lever du jour, pour s'assurer qu'il n'avait pas de porte-avions sur son arrière pendant qu'il transiterait vers l'Ouest pour la couverture du débarquement de Port-Moresby.

L'aviation embarquée rendit compte de la présence d'un porte-avions et d'un croiseur alors qu'il s'agissait du pétrolier *Neosho* et du destroyer *Sims,* qui succombèrent aux attaques japonaises. Mais leur sacrifice ne fut pas vain, car l'erreur d'appréciation japonaise laissa le temps à Fletcher, qui avait transité toute la nuit pour se rapprocher de Port-Moresby, d'attaquer la flotte de débarquement.

Pour cela, il détacha l'amiral Crace vers la passe Jomard pour intercepter la force de débarquement, tandis que ses porte-avions recherchaient

activement les porte-avions japonais. Malheureusement, par suite d'une erreur de transmission, on rendit compte à l'amiral Fletcher que ses appareils avaient repéré « *deux porte-avions et quatre croiseurs lourds* », alors qu'il ne s'agissait que de « *deux croiseurs lourds et deux destroyers* ». Fletcher, pensa qu'il s'agissait de la force de choc de Takagi et fit décoller tous ses avions, à angle droit de la direction d'où venait les deux porte-avions nippons ! La situation était d'autant plus délicate que les Japonais savaient désormais où était la force de choc de Fletcher, grâce à une reconnaissance aérienne en provenance de Rabaul qui avait aussi détecté la force de Crace. Mais, heureusement pour Fletcher, ces renseignements eurent pour effet d'inquiéter l'amiral Inoué qui fit faire demi-tour au groupe de débarquement de Port-Moresby avant qu'il franchisse la passe Jomard, afin de ne pas l'exposer tant que les porte-avions américains ne seraient pas éliminés.

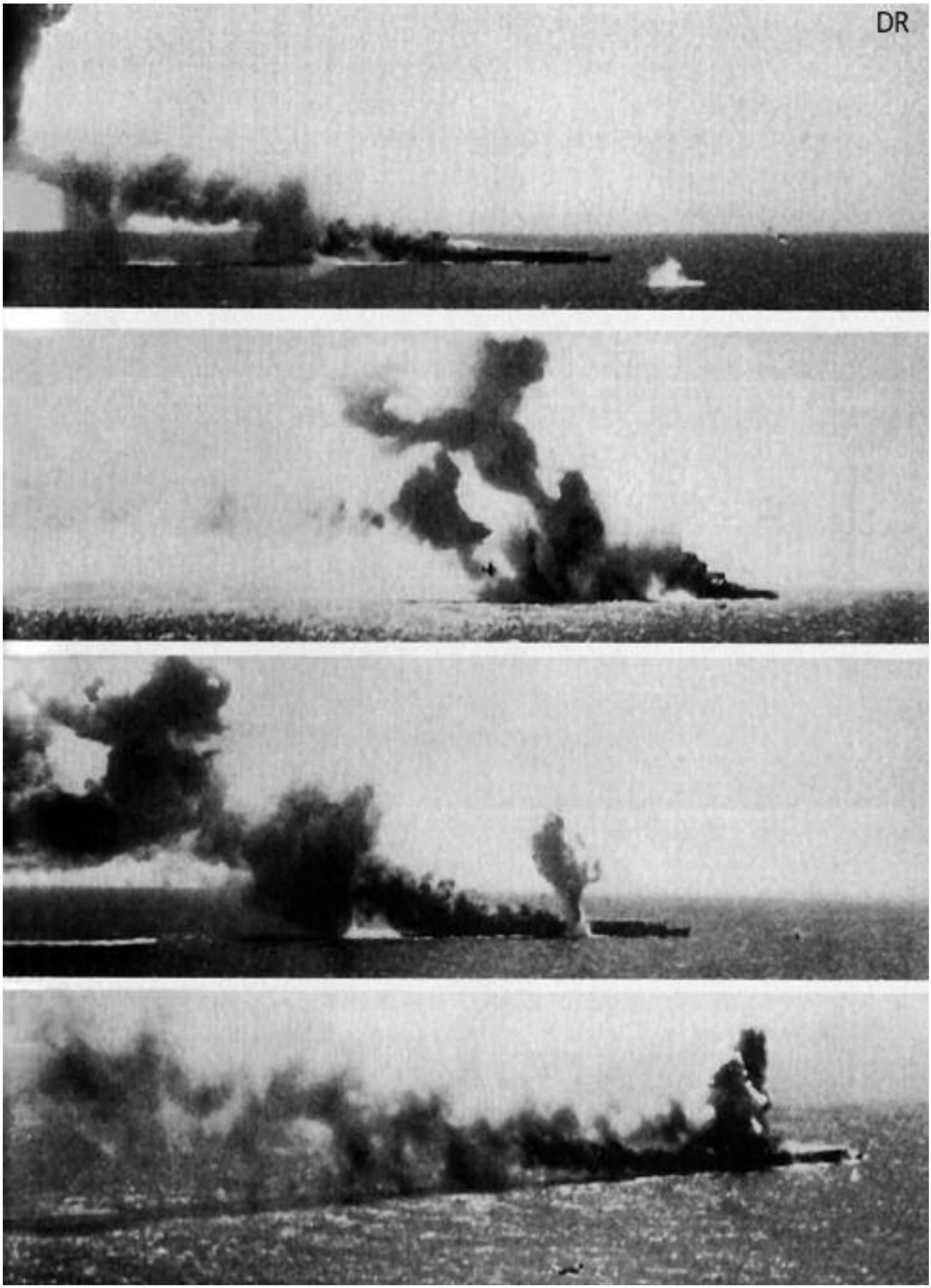
Finalement, les avions de Fletcher repèrent le porte-avions *Soho* et le groupe de couverture. Celui-ci ne pouvait rien faire contre les 93 avions du *Lexington* et du *Yorktown*. Les quelques « Zéro » de couverture furent rapidement éliminés et les torpilleurs et bombardiers en piqué envoyèrent le *Soho* par le fond en 30 minutes. Seuls trois appareils américains furent perdus.

Les escorteurs qui restaient se replièrent vers le Nord-Est. Après ce premier succès, Fletcher renonça à lancer une deuxième vague : il savait que sa position était connue des Japonais et il ne voulait pas se lancer à la recherche des deux grands porte-avions nippons, car la météo s'était dégradée et la visibilité avait décru.

De son côté, Takagi prit l'initiative de lancer 15 torpilleurs et 12 bombardiers à partir du *Shokaku* et du *Zuikaku* pour rechercher les porte-avions américains et les attaquer au coucher du soleil. Mais les conditions atmosphériques les empêchèrent de trouver le groupe de Fletcher et ils furent interceptés par les chasseurs du *Yorktown* et du *Lexington* au retour, perdant neuf avions contre trois aux Américains.

Après le combat, quelques appareils japonais passèrent au-dessus des porte-avions américains et les prirent pour les leurs. Après le coucher de soleil, plusieurs appareils japonais se présentèrent donc pour l'appontage, faisant des signaux clignotants auxquels les Américains répondaient. Après s'être rendus compte de leur méprise, les Américains ouvrirent le feu mais seul un avion japonais fut abattu sur une demi-douzaine d'appareils qui se présentèrent.

L'avion-torpilleur américain "Devastator" pouvait voler à 330 km/h et parcourir 350 km. Il emportait une torpille ou 1 bombe de 454 kg ou 2 bombes de 226 kg ou 12 bombes de 45 kg.



Le porte-avions japonais Soho, *en flammes, coule en 30 minutes.*

Les porte-avions (8 mai)

Un affrontement de 40 minutes

Ce matin du 8 mai 1942, le rapport de forces était àpeu près identique entre les deux «Task Forces». Même si l'amiral américain Fletcher avait détaché l'amiral australien Crace de la Marine britannique vers la passe Jomard, son escorte restait légèrement supérieure à celle de l'amiral japonais Takagi. Quant aux appareils des deux camps, leur nombre était quasiment identique : 121 pour les Japonais, 122 pour les Américains.

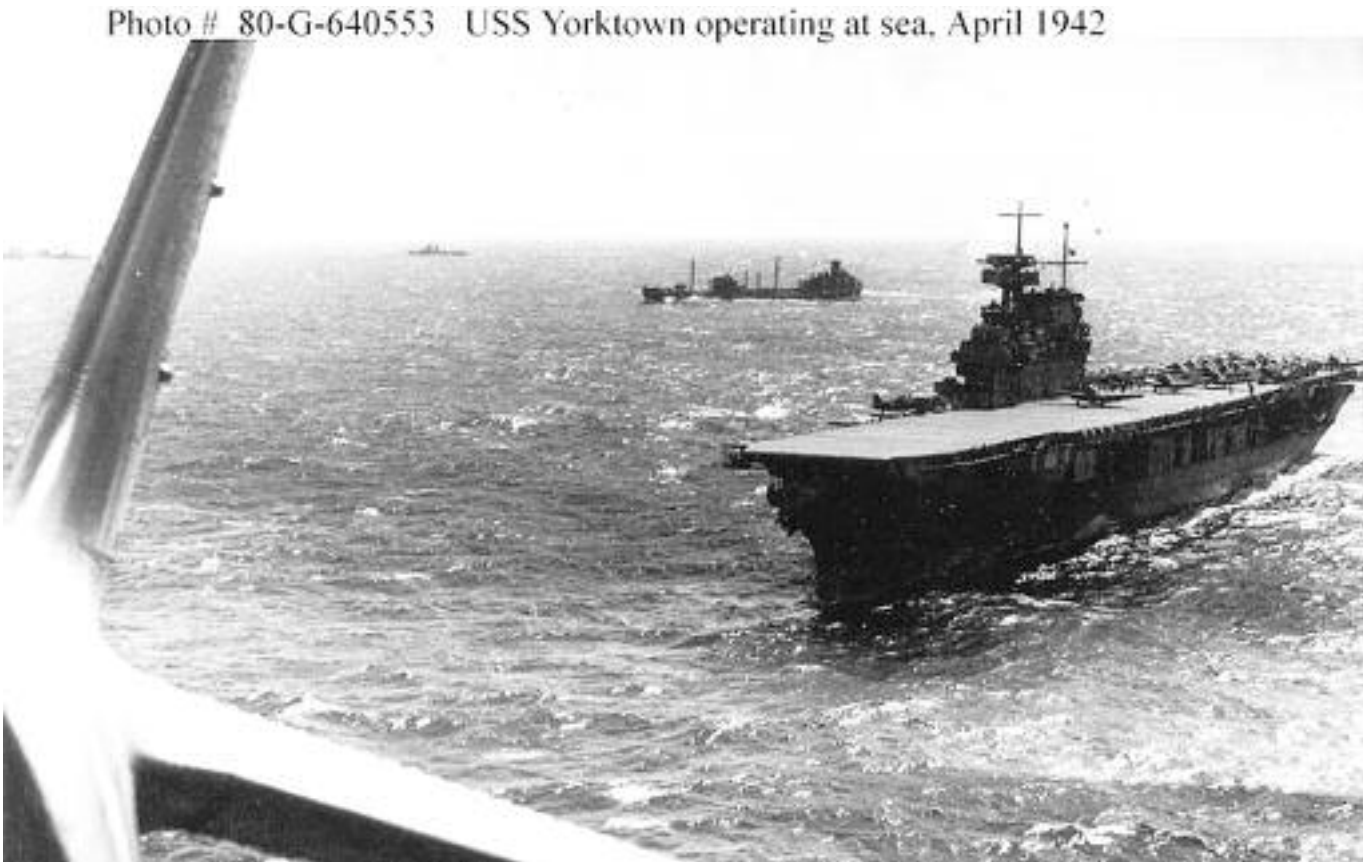
Si les premiers avaient davantage d'avions torpilleurs, les Américains disposaient de radars et d'appareils de guidage que n'avaient pas les Japonais. Ces derniers lancèrent leur reconnaissance dès 6 h du matin, puis un groupe d'attaque de 90 appareils qui eut la chance de rencontrer les avions de reconnaissance américains, qui les conduisirent à leurs proies.

A 6 h 25, Fletcher avait lancé 15 avions de reconnaissance qui devaient chercher les porte-avions japoanis *Shokaku* et *Zuikaku* sur tout l'horizon. A 8 h 38, la force de choc fut signalée et Fletcher ordonna le décollage immédiat des groupes d'attaque. Mais la route suivie par les Américains dans la nuit les avait fait sortir de la zone dépressionnaire dans laquelle ils se trouvaient. Ils naviguaient désormais dans une zone où la visibilité était excellente, tandis que des nuages protecteurs offraient une couverture efficace aux Japonais.

A 10 h, les 39 appareils lancés par le *Yorktown* aperçurent l'adversaire. Les deux porte-avions ennemis étaient séparés de 10 milles marins (18 km). Mais le *Zuikaku* disparut dans un grain avec son escorte, tandis que les bombardiers en piqué attendaient les avions torpilleurs pour lancer l'attaque.

LE CHOC

A 11 h, l'assaut fut déclenché sur le *Shokaku*. Mais les pilotes américains manquaient d'entraînement et d'expérience et les torpilles furent lancées de trop loin pour faire but. Seules deux bombes touchèrent l'objectif mais causèrent suffisamment de dégâts au pont d'envol pour que le *Shokaku* ne puisse plus envoyer ni recevoir d'avions. La seconde vague des appareils du Lexington n'eut pas plus de résultats avec les torpilles et n'ajouta qu'une bombe supplémentaire au faible bilan de la journée. Les aviateurs américains, euphoriques, étaient persuadés d'avoir laissé un grand porte-avions « *en train de couler rapidement* », ce qui n'était pas le cas. Les dommages étaient tout de même sérieux et l'amiral Takagi décida de se séparer du *Shokaku*, d'autant plus facilement qu'à cet instant il était persuadé que les deux porte-avions américains avaient été coulés. Car pendant l'attaque américaine, 69 appareils japonais avaient attaqué les porte-avions américains. Les Américains s'attendaient à cette attaque et s'y étaient préparés en rappelant aux postes de combat suffisamment tôt. A 10 h 55, les radars du *Lexington* détectèrent l'ennemi à 70 milles marins (130 km) dans le Nord-Est, mais la patrouille de chasse en alerte au-dessus du porte-avions n'avait pas assez de carburant pour aller à leur rencontre et la suivante n'était pas encore prête. Un nombre insuffisant de chasseurs vint, trop tardivement, au-devant d'un ennemi bien supérieur en nombre. De leur côté, les pilotes japonais, mieux entraînés et forts de leur expérience de Pearl Harbor, eurent de meilleurs résultats. Le *Lexington*, affectueusement surnommé



Le porte-avions américain Yorktown *en mer de Corail en avril 1942.*

Lady-Lex, fut durement touché par deux torpilles et plusieurs bombes dont l'une explosa dans une soute à munitions de 127 mm. Le *Yorktown*, dont le diamètre de giration était deux fois plus faible que celui du *Lexington*, évita plus facilement les torpilles et ne reçut qu'une bombe de 800 livres (400 kg) qui frappa le pont d'envol et pénétra jusqu'au quatrième pont avant d'exploser. Soixnte-six hommes périrent mais tous les dommages furent rapidement réparés. Comme les pilotes des deux camps tout au long du conflit, les aviateurs japonais exagérèrent les pertes ennemies. Enthousiastes, ils annoncèrent avoir coulé un « *grand porte-avions* », qu'ils pensaient être le *Saratoga,* et un « *moyen* » et avoir laissé un cuirassé en flammes.

Vers 18 h, l'amiral Inoué ordonna à Takagi de rejoindre Truk, certain que la « Task Force 17 » était détruite. Il reporta l'attaque de Port-Moresby au 3 juillet, qui n'eut finalement jamais lieu. Quelques heures plus tard, l'amiral Yamamoto, furieux de la décision d'Inoué, ordonna à Takagi de faire demi-tour pour annihiler le reste des forces américaines...Mais Fletcher était déjà loin. Les Japonais avaient perdu 43 appareils dans la journée, contre 33 du côté américain.

A 11h40, la bataille des porte-avions était terminée et les Américains auraient pu prétendre avoir remporté la victoire, car ils avaient coulé un porte-avions léger, un destroyer et plusieurs dragueurs, tandis qu'un grand porte-avions avait été contraint de rentrer pour se faire réparer. Mais la situation sur le *Lexington*, qui paraissait sous contrôle après la lutte acharnée de l'équipage contre les avaries, permettant de reprendre les opérations d'envol et d'appontage presque normalement, empira brusquement lorsqu'une série d'explosions débuta à

12 h 47. Malgré cela, le *Lady-Lex* filait encore à 25 nœuds (46 km/h). Trois quarts d'heure plus tard, une nouvelle explosion détruisit la ventilation des machines et il fallut abandonner les opérations d'appontage. Un destroyer accosta et passa des manches à incendie mais il était trop tard pour les maîtriser et de nouvelles explosions survenaient. La température du parc de bombes atteignait 60° C et le commandant dut donner l'ordre d'évacuation, qui se fit en bon ordre et dans le calme. Certains hommes, en attendant leur tour, allèrent même vider le stock de crème gmacée qui restait à la cafeteria. Il n'y eut aucun noyé, même le chien du commandant fut sauvé. Finalement, dans la soirée, l'amiral Fletcher fit donner le coup de grâce à la torpille par un destroyer et le *Lady-Lex* sombra vers 20 h par 4.500 m de fond.

Dans l'après-midi du 8 mai, l'amiral Nimitz ordonna à la « Task Force 17 » de sortir de la mer de Corail. L'ennemi s'était replié, son objectif de Port-Moresby n'avait pas été atteint. Nimitz, devant préparer sa défense de Midway en vue de l'attaque imminente des Japonais, avait besoin de remettre en état le *Yorktown*. Cela fut fait de façon admirable par les ateliers de Pearl Harbor, où 1.400 ouvriers se relayèrent jour et nuit pendant plus de trois jours pour remettre le porte-avions en état de reprendre la mer pour participer à la bataille de Midway, tandis que les Japonais mettront deux mois pour réparer le *Shokaku*.

VICTOIRE REVENDIQUÉE DES DEUX CÔTÉS

Chaque camp cria victoire, persuadé d'avoir remporté la bataille. Le qutodien américain *New-York Times* écrivit le 9 mai : « *Les Japonais repoussés au cours d'une grande bataille dans le Pacifique avec 17 ou 22 de leurs navires coulés ou endommagés. L'ennemi est en fuite, poursuivi par les forces alliées.* » De son côté, le chancelier allemand Adolf Hitler félicita ses alliés japonais : « *Après cette nouvelle défaite, les navires de guerre américains n'oseront sans doute plus affronter la flotte japonaise.*» Mais ce n'est qu'après la bataille de Midway que les Américains avouèrent la perte du *Lexington*, pour ne pas renseigner l'ennemi sur l'état de leur flotte.

Le fin du porte-avions américain Lexington.

Les enseignements

Erreurs navales…corrigées !

La bataille de la mer de Corail est considérée comme la première bataille livrée « au-delà de l'horizon ». Toutes les pertes furent causées par l'aéronavale sans que les bâtiments soient en vue les uns des autres.

Si les Japonais avaient remporté la victoire tactique, infligeant des pertes plus graves aux Américains qu'ils n'en subissaient eux-mêmes, la victoire stratégique profita aux Américains. Les Japonais n'avaient pas atteint leur objectif principal Port-Moresby et ne devaient plus jamais franchir les Louisiades. De plus, le *Shokaku*, gravement avarié, ne put rallier la flotte que deux mois plus tard. Quant au *Zuikaku*, la perte de ses avions le rendit indisponible jusqu'au 12 juin.

Si ces deux grands porte-avions avaient été disponibles au début du mois de juin, le sort de la bataille de Midway en aurait peut-être été modifié…

Comme nous l'avons illustré, cette bataille fut aussi celle des « erreurs navales » en tout genre : erreurs d'identification et de transmissions ; exagération dans le « Damage Battle Assessment » (évaluation des dommages dus au combat) ; division des forces; manque de précision et de coordination dans les attaques du côté américain.

Mais elle permit aux Américains de prendre conscience de leurs lacunes, dont beaucoup furent corrigées dans les semaines qui suivirent. De grands progrès furent réalisés dans la rigueur et la précision des attaques et le nombre de chasseurs embarqués fut augmenté. Rien n'égalant l'expérience du combat, cette bataille fut particulièrement propice à la préparation de celle de Midway.

CONSÉQUENCES MORALES

L'effet de la bataille de la mer de Corail sur le moral du peuple américain fut considérable, alors que Corregidor avait capitulé le 6 mai, marquant la perte des Philippines par les Américains. L'héroïsme, l'ardeur et la ténacité des marins américains furent magnifiés par les correspondants de presse embarqués et repris dans les journaux.

Après la bataille de Midway, le récit désormais autorisé du dernier combat du *Lady-Lex* et de son évacuation, parfaitement exécutée, ainsi que l'amour que lui portaient ses hommes et son commandant augmentèrent, encore et pour longtemps, la fierté et l'affection du peuple américain pour leurs « boys » qui combattaient les « Nips » (Japs).

Après le raid du lieutenant-colonel Doolittle sur Tokyo, les batailles de la mer de Corail et de Midway mettaient l'Amérique sur le chemin de la victoire. Il ne restait plus à la formidable puissance industrielle américaine qu'à donner sa pleine mesure pour reconquérir, île par île, les territoires perdus du Pacifique.

Le cinéma hollywoodien a utilisé la bataille de la mer de Corail pour remonter le moral de la population américaine, traumatisée par l'attaque surprise de Pearl Harbor (Hawaii) par l'aviation navale japonaise 5 mois plus tôt (7 décembre 1941).

La Gendarmerie dans les territoires outre-mer

La Gendarmerie a assuré pendant plus de trois siècles, dans les territoires très éloignés de la métropole, des missions d'autorité. Pour remplir ces tâches dans ces contrées lointaines, l'institution s'est trouvée confrontée à de nombreuses difficultés liées à l'immensité des territoires, à l'isolement et aux conditions climatiques.

S'adressant aux gendarmes coloniaux en 1927, le maréchal Lyautey constatait « *qu'ils s'acquittaient de leur mission avec la conscience et le dévouement qui sont de tradition dans la Gendarmerie* ». Cette présence qui s'inscrit dans le long terme a connu de nombreuses adaptations, liées notamment à l'histoire politique et militaire de la France.

Les premiers temps

La Gendarmerie est présente dans les territoires ultra-marins depuis le XVIIIème siècle. A l'époque moderne, la police des territoires relève des milices, qui sont commandées par des officiers du roi et dans lesquelles les colons sont incorporés. En 1716, la première compagnie de maréchaussée à cheval est instaurée en Martinique. En 1721, deux autres compagnies sont créées à Saint-Domingue puis à l'île Bourbon (La Réunion) en 1764. Seules des milices ou des régiments assurent la police dans les autres parties de l'empire colonial, à savoir Saint-Pierre-et-Miquelon, la Louisiane, la Guadeloupe, Marie-Galante, la Désirade, Saint-Martin, Sainte-Lucie, Grenade, Tobago, la Guyane et les établissements indiens et sénégalais. Au fur et à mesure de la conquête coloniale, le recours à la Gendarmerie pour administrer les territoires conquis n'est pas systématique, puisque souvent les troupes de marine ou des formations indigènes sont organisées pour assurer l'ordre. Une ordonnance du 17 septembre 1830 instaure la « Gendarmerie des colonies ». En Algérie, présente depuis la conquête en tant que force prévôtale, elle s'installe au fur et à mesure de l'avancée des troupes et organise un réseau de brigades qui se densifie, notamment à partir de 1848, au moment où ce territoire est divisé en trois départements.

SHDGN

L'expansion territoriale

La politique d'expansion de Napoléon III mène la France en Extrême-Orient, en Afrique équatoriale, orientale et occidentale et vers les Amériques. Au début du Second Empire, la « Gendarmerie coloniale » se compose de quatre compagnies (Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion) et de cinq détachements (Saint-Pierre-et-Miquelon, Tahiti, Nouvelle-Calédonie, Sé-

négal en 1854 et Basse-Cochinchine en 1861). Des gendarmes coloniaux s'installent dans d'autres pays sous la Troisième République. Au début du XXème siècle, 67 d'entre eux exercent à Madagascar, devenue colonie française en 1896. Au sortir de la Grande Guerre, un détachement de cinq gendarmes est envoyé, par les décrets du 11 mai 1919 et du 4 janvier 1920, au Cameroun et dans la Côte française des Somalis pour lesquels la France a reçu un mandat.

Signe de la nécessité croissante de prendre en compte les aspirations nationalistes et de les endiguer, des unités composées d'auxiliaires indigènes sont créées en Afrique équatoriale française (AEF, Tchad, Oubangui-Chari, Moyen-Congo et Gabon) et à Madagascar par le décret interministériel du 11 août 1926. Des détachements de Gendarmerie sont par ailleurs organisés en AEF (décret du 26 juin 1929), puis à Madagascar (décret du 12 octobre 1931).

Le mouvement est identique en Afrique occidentale française (AOF, Sénégal, Guinée, Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Dahomey, Niger, Soudan et Mauritanie) où, conformément au décret du 8 juin 1931, le Détachement de gendarmerie du Sénégal devient le Détachement de gendarmerie en AOF. Durant l'entre-deux-guerres, les effectifs les plus importants se répartissent davantage en Indochine et sur le continent américain. En 1931, on dénombre 261 gendarmes pour l'Indochine, 135 en Martinique, 125 en Guadeloupe, 73 en Guyane, 75 à la Réunion, 60 en Nouvelle-Calédonie, 15 à Tahiti, 8 à Saint-Pierre-et-Miquelon, 8 au Cameroun, 117 en AOF et 112 en AEF.

Le maréchal des logis-chef Morère en tournée dans le pays Moï. © Musée de Melun

La décolonisation

La décolonisation met progressivement fin à la présence de la Gendarmerie française en Indochine, à partir de 1954 puis, à partir des années 1960, en AEF et en AOF. La loi du 21 mars 1948 met fin à l'autonomie des détachements coloniaux en les rattachant au ministère de la France d'outre-mer, créé en 1946. Ce texte, qui prévoit la prise en charge par l'État des dépenses d'entretien de la Gendarmerie dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, consacre en fait la création d'une Gendarmerie d'outre-mer. Le processus de décolonisation impose ensuite une logique de décentralisation du commandement et de l'administration du groupement des colonies.

En 1946, certaines des colonies d'outre-mer prennent le statut de départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM). La Gendarmerie constitue alors l'une des rares institutions à assumer la souveraineté de l'État. D'une manière générale, les gendarmes des DOM-TOM exercent, depuis l'origine de leur implantation, de nombreuses missions qui dépassent les compétences des gendarmes métropolitains. Ils peuvent être amenés à assumer les fonctions de notaire, d'huissier, d'agent de douane ou de secrétaire d'état civil, de commissaire de police et d'écrivain public, lorsque ces derniers font défaut. Ils assurent toutes leurs tâches avec un effectif réduit, renforcé toutefois par des pelotons mobiles intégrés au dispositif territorial. Les unités de Gendarmerie des départements d'outre-mer exercent leur rôle dans les cinq DOM (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon, La Réunion). A partir de 1960, au moment de l'accession à l'indépendance des États

membres du « cadre outre-mer », la France propose de participer au développement des Gendarmeries des pays indépendants d'Afrique qui le souhaitent. De son côté, la Gendarmerie des territoires d'outre-mer (TOM) est organisée dans un cadre territorial auquel se joignent des unités mobiles. Elle est implantée en Nouvelle-Calédonie et dans ses dépendances (îles Loyauté, île des Pins, archipel des Bélep), en Polynésie française, dans les Comores (de 1958 à l'indépendance en 1974, sauf Mayotte) et, de 1946 à l'indépendance en 1977, dans la Côte française des Somalis (devenue, en 1967, Territoire français des Afars et des Issas). Les années 1980 sont marquées par la poursuite du programme « Ariane » en Guyane française, mais également par de violents incidents en Nouvelle-Calédonie ainsi que des troubles à l'ordre public en Guadeloupe.

Dans le cadre de la coopération française, la Gendarmerie entretient des unités d'assistance militaire technique dans plusieurs pays d'Afrique notamment. Ce transfert de savoir-faire est complété par une aide logistique conséquente sous la forme de véhicules, de matériels de transmissions et d'équipements spécifiques au maintien de l'ordre.

La Gendarmerie permet également aux forces de l'ordre de ces nations de bénéficier d'une formation en France, confiée au Commandement des écoles de gendarmerie. Cette coopération technique et professionnelle, assurée par la Gendarmerie, lui permet ainsi de tisser des liens de solidarité privilégiés avec des institutions policières étrangères.

La présence outre-mer aujourd'hui

La Gendarmerie de l'outre-mer est aujourd'hui l'un des éléments de la souveraineté française sur des territoires éloignés de la métropole. Forte de près de 4.000 militaires, hommes et femmes, l'institution est présente dans les départements et collectivités d'outre-mer : Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie-Française et Saint-Pierre-et-Miquelon. Elle est ainsi répartie sur quatre continents et traverse douze fuseaux horaires ! Elle assume les missions traditionnelles de sécurité publique, mais également des tâches plus spécifiques liées aux particularités locales, comme le syndic des affaires coutumières en Nouvelle-Calédonie, la lutte contre l'orpaillage illégal en Guyane, en coopération avec les forces armées, ou encore la surveillance du Centre spatial de Kourou.

Chacun des neuf commandements de la Gendarmerie (Comgend) dispose d'une assez large autonomie dans l'emploi de ses moyens. Outre les unités classiques, comme les unités territoriales constituées par les brigades, les Comgend peuvent appuyer leur action sur les unités spécialisées : sections de recherche, brigades nautiques, sections aériennes, brigades de transport aérien ou antennes du Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale. L'ensemble des Comgend est placé sous l'autorité du commandant de la Gendarmerie outre-mer, dont l'état-major est implanté à Arcueil (Val-de-Marne) et organisé sur le modèle des états-majors des régions zonales.

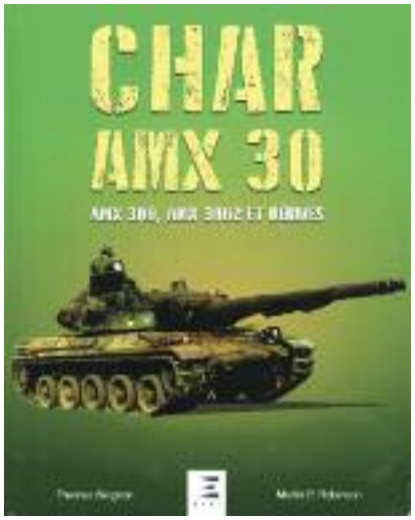
SHDGN

Édouard Ebel
chef du bureau Gendarmerie

DANS LES LIVRES

CHAR AMX 30

par Thomas Seignon et Merlin P.Robinson



Prédécesseur du char Leclerc, le char AMX 30, en service de 1966 à 2006, a participé à la guerre du Golfe (1991) au sein du 4ème Régiment de dragons.

Il a été dérivé en différentes versions 30 B, 30 B2 puis 30 B2 Brennus à partir de 1996. Des exemplaires de la 30 B2 ont servi jusqu'en 2019 en tant que représentants de la force adverse au sein du Centre d'entraînement au combat de Mailly et du Centre d'entraînement aux actions en zone urbaine à Sissonne. La vie opérationnelle du char AMX 30 a duré plus longtemps que celle de ses contemporains britannique Chieftain (1966-1995) et américain M60 A1 Patton jusqu'à la version A3 (1962-1983).

Les caractéristiques de l'AMX 30, char de la guerre froide (1947-1991), ont peu varié : poids en ordre de combat, 36 t en version 30 B puis 38,6 t en version 30 B2 Brennus ; longueur totale, 9,48 m ; largeur du châssis, 3,10 m ; hauteur totale, 2,86 m ; vitesse maximale sur route, 60 km/h ; vitesse maximale en tout terrain, 50 km/h ; capacité des réservoirs, 970 litres en 30 B puis 900 litres en B2 Brennus ; rayon d'action, 500 km en 30 B puis 450 km en 30 B2 Brennus ; franchissement à gué sans préparation, 1,30 m ; franchissement à gué avec préparation, 2,20 m ; franchissement en submersion, 3,90 m ; pente, 60 % ; obstacle vertical, 0,93 m ; armement principal, canon de 105 mm ; armement coaxial, mitrailleuse 12,7 mm en 30 B puis canon de 20 mm en 30 B2 Brennus ; armement sur affût mobile, mitrailleuse AN F1 de 7,62 mm ; conduite de tir, télémètre optique à coïncidence, version de nuit infrarouge en 30 B puis conduite de tir automatique, télémètre laser et caméra thermique en 30 B2 Brennus.

Entre 1973 et 2000, le char AMX 30, toutes catégories confondues, a été vendu à environ 750 exemplaires à l'exportation au Chili, à Chypre, à la Grèce, à l'Irak, au Koweït, au Nigeria, au Qatar, à l'Arabie saoudite, à l'Espagne, aux Emirats arabes unis et au Venezuela.

Dans le cadre de la guerre du Golfe, la composante française de la coalition internationale (35 pays), dénommée opération « Daguet », mobilise 44 chars AMX 30 B2 dotés d'un dispositif fumigène renforcé et d'un dispositif de leurre à infrarouge pour tromper les missiles antichars irakiens. Le 24 février 1991, dans la matinée, les premiers engagements avec l'ennemi se font au canon de 20 mm. Dans l'après-midi, le 4ème Régiment de dragons recourt aux canons de 105 mm pour atteindre son objectif initial situé à 20 km à l'intérieur du dispositif de défense irakien. Le lendemain, il y pénètre jusqu'à 60 km. Le cessez-le-feu intervient le 28 février à 06h 15. Mais ce baptême du feu n'aura pas de suite. Dès 1998, les chars Leclerc sont engagés en opération extérieure lors de la crise du Kosovo.

Loïc Salmon

« Char AMX 30 », Thomas Seignon et Merlin P.Robinson. Éditions E-T-A-I, 192 pages, nombreuses photos et illustrations, 44,00 €.

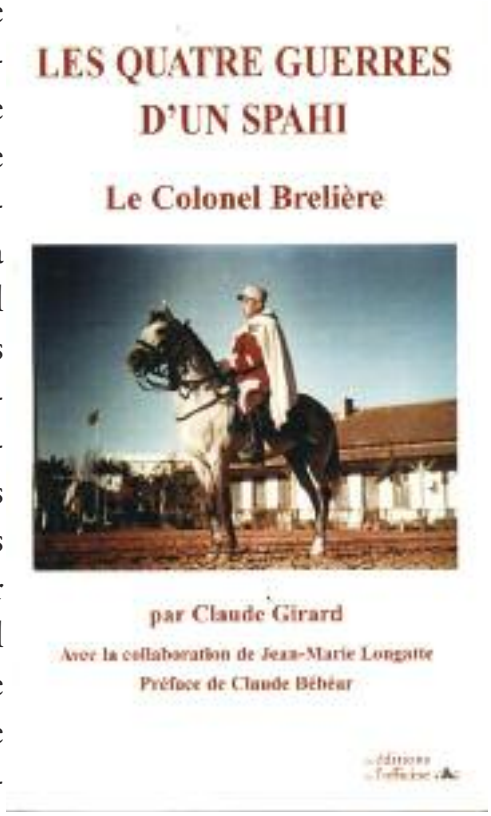
LES QUATRE GUERRES D'UN SPAHI

par Claude Girard

Engagé volontaire au 3ème Régiment de spahis marocains (RSM) en 1930, Lucien Brelière participe aux derniers conflits de la pacification au Maroc. En 1943, ce régiment, motorisé, débarque en Italie avec le Corps expéditionnaire français. Promu sous-lieutenant, Lucien Brelière est grièvement blessé après la percée du Garigliano, au cours de la progression vers Rome et perd un œil.

Après une longue convalescence, il retrouve le 3ème Escadron de spahis marocains, unité d'escorte du résident général de France au Maroc. Muté en Indochine, il demande à rejoindre une unité combattante et participe activement aux derniers combats avec le 1er Régiment de chasseurs à cheval.

De retour au Maroc, au 3ème RSM, il mène la dernière charge à cheval de la cavalerie française à la tête de son escadron, détaché en Algérie. Affecté à l'Ecole d'application de l'arme blindée cavalerie à Saumur, il forme les officiers-élèves sortant des Grandes Ecoles, sur lesquels il exerce une véritable fascination.



« Les quatre guerres d'un spahi » par Claude Girard. Editions de l'officine. 367 pages, illustrations, 22,50 €.

GUERRE ET EAU

par Franck Galland

Des premiers combats de 1914 à l'engagement actuel des armées françaises dans la bande sahélo-saharienne, l'eau est une composante stratégique des opérations militaires. Sa maîtrise a ainsi influencé le sort de plus d'une bataille de la première guerre mondiale. Elle fut également un enjeu crucial de la guerre du désert durant la seconde et au centre de la planification du débarquement de 1944. Après 1945, les ressources en eau sont devenues progressivement des cibles et des armes de destruction dans de multiples conflits, jusqu'aux affrontements récents avec Daech en Irak et en Syrie. Aujourd'hui, sur fond de bouleversement climatique, de pression démographique et d'explosion de la demande, certaines régions du monde sont confrontées à une rareté grandissante des ressources disponibles. Cela pose des questions essentielles en matière de sécurité hydrique, alimentaire, énergétique et environnementale. L'eau est devenue un enjeu de sécurité collective.

« Guerre et eau » par Franck Galland. Editions Robert Laffont. 172 pages, 18 €.

L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

Croix de Guerre 1914-1918 et 1939-1945

Créée en 1881, l'École des hautes études commerciales de Paris (HEC school of management) est une grande école de commerce consulaire reconnue par l'État. Elle est gérée et financée par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris-Ile-de-France (CCI). A l'origine située rue de Tocqueville à Paris, elle est déplacée en 1964 vers son campus de Jouy-en-Josas.

Le groupe HEC propose différentes formations au management et à l'entreprenariat : cursus classsique sur concours sélectionnant les étudiants de classes préparatoires économiques et commerciales (appelé cursus grande école) débouchant sur un diplôme de maîtrise universitaire en sciences ; mastère spécialisé ; maîtrise en administration des affaires (MBA) ; doctorat et formation professionnelle certifiante (CESA).

Première guerre mondiale

Le 1er juillet 2008, HEC Paris rejoint Paris Tech, puis l'Université Paris Saclay qui rassemble 25 % de la recherche publique française. Elle fait également partie du réseau des Écoles supérieures de commerce (ESC) de la CCI Paris Ile-de-France avec l'ESSEC et l'ESCP Europe.

Le campus regroupe 2.000 étudiants. Il existe de nombreux partenariats internationaux et l'Association des Alumni regroupe 60.000 diplômés.

Parmi les anciens célèbres figurent Roland Garros, Paul Reynaud, Maurice Herzog, et plus récemment François Hollande.

L'École et ses anciens élèves se sont distingués par leur engagement dans les deux conflits mondiaux du 20ème siècle. Son implication dans la grande Guerre coûta la vie à 30 élèves et 379 diplômés. Parmi eux, figure le célèbre aviateur Roland Garros, promotion 1908, tué en combat aérien en octobre 1918.

La croix de Guerre 1914-1918 fut attribuée à l'École par arrêté du 20 décembre 1926 du ministre de la Guerre, avec la citation suivante à l'ordre de l'armée :

« *L'École des Hautes Etudes Commerciales et les Écoles Supérieures de Commerce ont instruit de nombreuses promotions d'élèves qui, par leur formation spéciale, se sont signalés à la reconnaissance du pays par les services rendus tant dans les unités combattantes que dans les diverses branches de l'activité nationale utiles à la défense de la patrie* ».

Deuxième guerre mondiale

Suite à son engagement en 1914-1918, l'École a ensuite reçu la Légion d'honneur par décret du 1er

L'ancienne École à Paris et la nouvelle École à Jouy-en-Josas.

L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

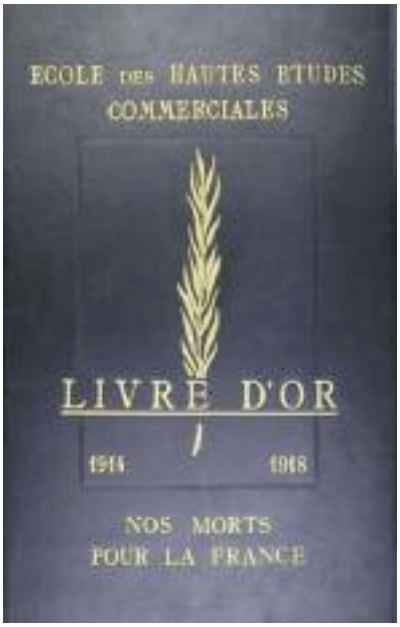
INA.FR

Monsieur Vincent Auriol a remis la croix de guerre à l'école HEC

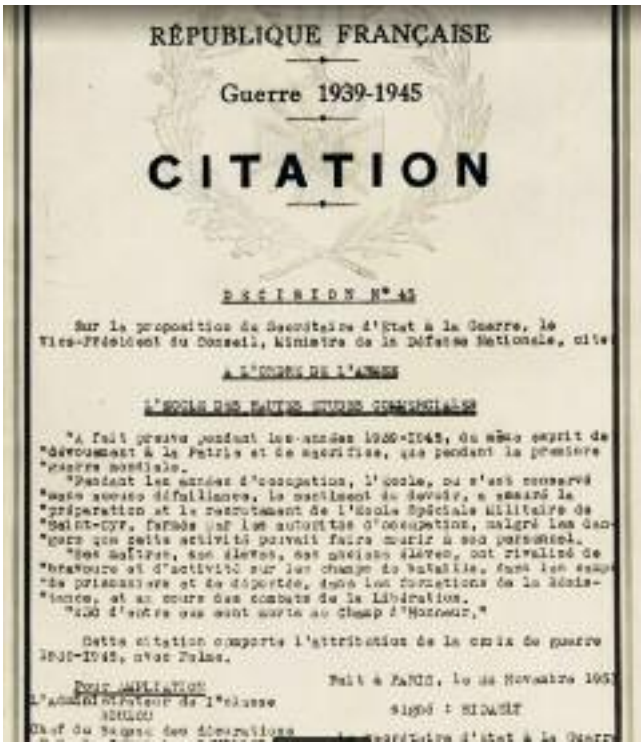
mars 1935, remise par le président Albert Lebrun.

En 1939-1945, le bilan fut également très lourd : 34 élèves et 225 diplômés. La croix de Guerre 1939-1945 fut alors attribuée à l'École par décision du 22 novembre 1951 du ministre de la Défense nationale et remise par le président Vincent Auriol.

Pierre Castillon,
membre du conseil d'administration de l'ANCGVM



La lecture du livre d'or de 1914-1918 montre que 75 % des HEC morts pour la France ont servi dans l'infanterie.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Guerre 1939-1945

CITATION

DECISION N° 45

Sur la proposition du Secrétaire d'Etat à la Guerre, le Vice-Président du Conseil, Ministre de la Défense Nationale, cite

A L'ORDRE DE L'ARMEE

L'ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES

"A fait preuve pendant les années 1939-1945, du même esprit de "dévouement à la Patrie et de sacrifice, que pendant la première "guerre mondiale.

"Pendant les années d'occupation, l'école, qui s'est conservée "sans aucune défaillance, le sentiment du devoir, a assuré la "préparation et le recrutement de l'Ecole Spéciale Militaire de "Saint-Cyr, fermée par les autorités d'occupation, malgré les dan- "gers que cette activité pouvait faire courir à son personnel.

"Ses maîtres, ses élèves, ses anciens élèves, ont rivalisé de "bravoure et d'activité sur les champs de bataille, dans les camps "de prisonniers et de déportés, dans les formations de la Résis- "tance, et au cours des combats de la Libération.

"230 d'entre eux sont morts au Champ d'Honneur."

Cette citation comporte l'attribution de la croix de guerre 1939-1945, avec palme.

Fait à PARIS, le 22 Novembre 1951

Pour ampliation
L'administrateur de 1ère classe
signé : MICHAUX

Chef du Bureau des décorations

Le Secrétaire d'Etat à la Guerre

Roland Garros, sportif et aviateur.

MULHOUSE (Haut-Rhin)

Croix de Guerre 1914-1918 et 1939-1945

Depuis 1871, l'Alsace est annexée par l'Allemagne. Mulhouse, commune du département du Haut-Rhin, est sous autorité allemande.

Première guerre mondiale

Le 7 août 1914, le général Bonneau reçoit l'ordre d'occuper le Haut-Rhin. Le lendemain, les forces françaises entrent dans Mulhouse. Mais, le 9 août 1914, les forces allemandes contre-attaquent. Le 10 août 1914, l'armée française, pour éviter l'encerclement, évacue la commune. Le 19 août, les Français lancent une nouvelle offensive. De violents combats se produisent dans le quartier du Dornach. La ville est reconquise. Hélas, l'armée française doit de nouveau quitter la cité. Les unités françaises n'entreront de nouveau dans Mulhouse que le 17 novembre 1918.

Mulhouse recevra la croix de Guerre 1914-1918 avec la citation à l'ordre de l'armée : « *A été soumise, dès le mois d'août 1914, aux réquisitions et vexations des autorités allemandes. Pour avoir manifesté son profond attachement à la France, a été menacée de destruction à deux reprises au cours des batailles qui se sont déroulées jusque dans les faubourgs. Malgré ses souffrances, a conservé intactes sa foi dans la victoire finale de nos armes.* »

Après la guerre, les civils allemands et les Alsaciens germanophiles sont expulsés. De nombreux Alsaciens devront justifier de leur attitude pendant le conflit. Une loi est promulguée stipulant qu'il fallait être Français avant le traité de Francfort (1871) pour réintégrer le territoire national.

Deuxième guerre mondiale

Le 18 juin 1940, les soldats allemands pénètrent dans Mulhouse. L'Alsace et la Moselle sont, dès juillet, comme les cantons belges d'Eupen et de Malmédy, le Luxembourg, le Nord de la Slovénie et plusieurs régions de Pologne, annexées par le IIIème Reich. Dès l'annexion, la « défrancisation » est réalisée. Les noms et prénoms sont germanisés. Le port du béret basque est interdit. L'utilisation du français est proscrite. Les fonctionnaires doivent prêter serment au Führer. La nazification est réalisée par l'implantation de toutes les organisations liées au parti nazi. La région alsacienne est très rapidement alignée sur le Reich.

L'historien allemand Lothar Kettenacker écrit : « *La région a été mise au pas. Ce qui s'est passé en Allemagne en quelques années s'est passé ici en quelques semaines.*» Les jeunes hommes et les jeunes filles sont enrôlés dans l'effort de guerre allemand. A partir du 5 février 1941, des appels sont lancés pour que les jeunes Alsaciens rejoignent le Service National du Travail (Reichsarbeisdienst,RAD). Le nombre d'Alsaciens et de Mosellans incorporés de force dans le RAD s'élève à 70.000 dont 15.000 jeunes filles. A partir d'août 1942, les garçons sont incorporés dans la Wehrmacht et, à partir de 1944, dans la Waffen SS.

La tentative de nazification de l'Alsace engendra la résistance civile des Alsaciens (bacs de fleurs tricolores - bleuets, lys et géraniums rouges - utilisation du français en famille, écoute de radio Londres, etc.).

En septembre 1940, des prisonniers de guerre alsaciens vont refuser de signer un document visant à reconnaître leur nationalité allemande en échange de leur libération. A partir de l'été 1940, la résistance armée est organisée. Les filières d'évasions des prisonniers de guerre se mettent en place. Ces filières nécessitent une lourde logistique et mobilisent de nombreux Alsaciens et Alsaciennes pour pourvoir à la nourriture, l'habillement et l'hébergement. En avril 1942, une de ces filières participe à l'évasion du général Giraud. A partir de 1942, les informations fournies par des indicateurs vont permettre à la Gestapo de démanteler de nombreuses filières, dont celle de

MULHOUSE (Haut-Rhin)

Lucien Braun de Mulhouse. La résistance ouvrière, principalement encadrée par le Parti communiste se met en place. Elle a pour objectif des actions de propagande, de sabotage et de soutien aux familles des victimes du nazisme. Dès le mois de mai 1942, la Gestapo arrête de nombreux responsables de réseaux. Ils sont accusés de « *préparation à la haute trahison* ». Ils sont condamnés à mort et guillotinés, en juin 1943, à la prison de Stuttgart. L'Alsace étant annexée, il est plus facile de se rendre en Allemagne. Les réseaux de renseignements réussiront donc à obtenir des informations de premier ordre. Les réseaux Kléber-Uranus et Martial du Haut-Rhin vont particulièrement se distinguer dans cette action.

En juin 1944, les responsables des réseaux, dont Paul Winter (Daniel dans la résistance) responsable des FFI du Haut-Rhin et de Mulhouse, décident que les Forces françaises de l'intérieur (FFI) attendront la libération ou son imminence pour se soulever afin d'éviter les actes de répression de l'occupant. Dans chaque commune un responsable FFI doit se tenir prêt à apporter une aide aux Alliés et à la 1ère Armée française. Les FFI d'Alsace ne sont pas les seuls Alsaciens à participer aux combats de la Libération. Des Groupes mobiles d'Alsace (GMA) sont constitués hors d'Alsace. Ils sont composés d'Alsaciens s'étant évadés d'Alsace ou ayant refusé, en 1940, de rentrer dans leur région. Le GMA Sud sera rebaptisé Brigade Indépendante d'Alsace-Lorraine. Elle sera commandée par le colonel Berger (nom d'André Malraux dans la Résistance). Elle comprend trois bataillons portant les noms de Metz, Strasbourg et Mulhouse. Ce dernier est constitué d'Alsaciens provenant des maquis de Savoie et de Haute-Savoie. Elle participe aux combats de la libération de l'Alsace et à la défense de Strasbourg lors de la contre-offensive allemande de décembre 1944. Elle est dissoute le 16 mars 1945.

Mulhouse recevra la croix de Guerre 1939-1945 avec la citation à l'ordre de l'Armée : « *A su donner pendant toute la durée de l'occupation des preuves toujours renouvelées d'un patriotisme ardent et fier. Durement touchée à différentes reprises par des bombardements aériens massifs et exposée pendant de longs jours au jeu de l'artillerie ennemie au cours des combats de la Libération, cette fière cité n'a, à aucun moment, désespéré des destinées de la Patrie et c'est avec une joie délirante que ses habitants ont salué, le 20 novembre 1944, l'arrivée des armées de la libération.* »

De plus, la croix de la Légion d'honneur est conférée au drapeau du corps des sapeurs-pompiers de Mulhouse : « *Officiers et sapeurs d'élite qui, en toutes occasions, ont montré un remarquable esprit de discipline, de dévouement et d'abnégation. S'étant trouvés dès les premiers jours de la guerre au front du Rhin, ont prêté à maintes reprises leurs concours aux troupes occupant la ligne Maginot. Ont fait preuve de courage et de sang-froid, non seulement à l'occasion des nombreux bombardements dont la ville a été victime, mais en accomplissant des missions périlleuses au profit du commandement français.* »

Marc Beauvois,
section de la Haute-Garonne

SAINT-QUENTIN (Aisne)

Croix de Guerre 1939-1945

En 1557, le général Caceres, en parlant de la résistance qu'opposa la ville de Saint-Quentin pendant dix-sept jours à l'offensive espagnole, déclarait : « *Chaque citoyen fut un mur de pierre* ». Saint-Quentin, pour son loyalisme envers la monarchie, sera décorée en 1752 par Louis XV de la croix des Mayeurs. En 1897, la croix de chevalier de la Légion d'honneur lui fut remise en reconnaissance de sa résistance à l'attaque prussienne de 1870. Le rapport accompagnant cette attribution stipule *: « La ville de Saint-Quentin a donné, il y a vingt-six ans, la preuve éclatante du patriotisme de ses habitants. Le gouvernement a jugé qu'il était nécessaire de perpétuer le souvenir de la résistance qu'ils ont opposé aux attaques de l'ennemi.* » Les Saint-Quentinois de 1914-1918 furent les dignes héritiers de leurs ancêtres.

L'occupation

Vingt cinq jours après le déclenchement de la guerre, le 28 août 1914, 5.000 militaires allemands entrent dans Saint-Quentin. Le 10ème Régiment d'infanterie territorial (RIT), composé d'hommes de plus de 35 ans et mal équipés, tente entre 9 h 30 et 11 h 00 de s'opposer aux unités allemandes. Le 10ème RIT perdra 1.986 hommes (tués, blessés et prisonniers) sur 3.100 hommes. A 17 h 25, le maire, Arthur Gibert, et ses conseillers sont pris comme otages en tant que « *garants de la tranquillité de la population* ». Le major général Schwarte saisit les 91.000 francs de la caisse municipale. Entre le 25 septembre et le 14 octobre 1914, les Allemands exigent que trois notables, renouvelables toutes les 24 heures, soient leurs otages.

Les Allemands imposeront que la commune paie la solde des 8.000 militaires qui y stationnent. Les montants sont de 3 francs pour les soldats, 4 francs pour les sous-officiers et 8 francs pour les officiers.

Dès le début de l'occupation et pendant trois ans, les Allemands se livrent à une chasse aux Anglais cachés dans la ville. Les Saint-Quentinois les recueillirent pour éviter qu'ils ne soient arrêtés. Les Allemands découvriront 8 militaires anglais. Ils seront tous fusillés. Les Saint-Quentinois qui ont caché des militaires anglais sont condamnés à dix ans de travaux forcés. Les condamnés ne retrouveront la liberté qu'après l'armistice de 1918.

A partir de la mi-septembre les Allemands commencent les réquisitions. Ainsi en quelques jours, 300 bicyclettes, 5.000 chemises, 5.000 paires de chaussettes etc… sont récupérées par les forces d'occupation. En octobre, les entreprises textiles voient leur production réquisitionnée. Les réquisitions font l'objet d'un bon déposé en mairie. Le 20 octobre le numéro 8.000 est atteint.

Le 23 septembre 1914, les Allemands lancent la réquisition des hommes de 18 à 48 ans. Les citoyens qui ne répondront pas à la réquisition seront frappés d'une amende de 500 francs pour absence constatée. Sur 4.000 hommes qui se présenteront à la Bourse, où a lieu le recensement des réquisitionnés, 870 jeunes de 18 ans sont retenus pour travailler au profit de l'Allemagne. Ils couperont du bois ou répareront les routes dans les secteurs de Landrecies et du Quesnoy. Leur nourriture journalière consiste en une boule de riz cuit à l'eau et sans sel accompagnée de mou. La ration de mou est de 4 kg pour 400 hommes. Les conditions de vie sont dures. Ils reçoivent des coups de crosse ou de nerfs de bœuf et des piqures de baïonnettes. Ces réquisitionnés ne recevront pas les colis envoyés par leurs familles.

En 1914, la ville compte 56.000 habitants. Le 7 mars 1915, le maire de Saint-Quentin est informé, par le commandant militaire allemand, que dans les trois jours suivants 1.600 personnes seront évacuées vers la «France Libre» via la Suisse. Le maire

SAINT-QUENTIN (Aisne)

propose une liste de 419 personnes (89 hommes, 121 femmes et 209 enfants de moins de 15 ans). Les Allemands procèdent alors à des rafles dans la ville pour que soient évacuées les « bouches inutiles ». Des personnes se portent volontaires pour quitter la ville. Les Allemands décident donc de leur faire payer leur voyage. Fin 1916, il ne reste que 42.300 habitants. En 1917, tous les habitants sont évacués. Parmi eux se trouvent des militaires anglais qui sont restés cachés chez des Saint-Quentinois. La population reviendra progressivement : 1er janvier 1919, 253 habitants ; juillet 1919, 10.000 habitants et novembre 1919, 15.000 habitants. Ce n'est qu'en 1960 que Saint-Quentin retrouvera les 56.000 habitants de 1914.

La solidarité

L'occupation allemande donnera l'occasion aux Saint-Quentinois de montrer leur solidarité. Plusieurs milliers de prisonniers russes sont acheminés du front de l'Est à Saint-Quentin pour travailler dans les champs, à la démolition des usines, à la réparation des routes ou à la reconstruction des gares et des voies de chemin de fer. Les prisonniers russes sont mal nourris et frappés par les militaires allemands. Les Saint-Quentinoises font cuire du riz et des pommes de terre et les font passer aux prisonniers russes. A partir de novembre 1916, les gardiens allemands se montrent moins sévères. Ils sont eux aussi mal nourris et acceptent que les habitants fassent passer de la nourriture aux Russes à condition qu'ils puissent eux aussi en bénéficier. En novembre 1916, il n'y a plus de viande dans les boucheries, ni de beurre, ni d'œufs sur les marchés. A partir d'août 1914, la municipalité met en place une aide alimentaire et financière pour les familles sans ressources. Des bons municipaux sont créés pour pallier à la faible circulation de la monnaie. Ils servent à acheter de la nourriture. En 1914, le « Comité hispano-américain » est créé à l'initiative des Etats-Unis et de l'Espagne. Il a pour objet de venir en aide aux populations des zones occupées par les Allemands. En France, 4 millions de personnes en bénéficient par l'intermédiaire du Comité national de secours et d'alimentation du Nord de la France. Le comité délivrera sur le district de Saint-Quentin (600 communes concernées) 985.596 tonnes de produits alimentaires. Malgré cette aide les habitants reçoivent par jour 1.200 colories. Or, la norme est de 2.000 calories.

La libération

Le 1er octobre 1918, la ville de Saint-Quentin est libérée par la 1ère Armée française. La ville de Saint-Quentin reçoit la croix de Guerre 1914-1918 avec la citation à l'ordre de l'armée : « *Soumise dès 1914 à l'occupation allemande, a supporté stoïquement la ruine et l'incendie, lorsque les armées alliées engagèrent sous ses murs, et au printemps de 1917 une bataille acharnée. Evacuée par ordre du commandement allemand, a subi fièrement ce nouveau sacrifice. Malgré les souffrances et les vexations, a conservé intacte sa foi dans le succès final. Travaille à son relèvement avec une énergie digne de son courage.* »

Marc Beauvois,
section de la Haute-Garonne

Le 24ème Régiment d'infanterie

Son brillant comportement dans les combats de 1940 vaudra au 24ème Régiment d'infanterie l'attribution de la croix de Guerre 1939-1945 avec une palme de bronze.

Le 24ème Régiment d'infanterie (RI) est une unité composée à 97 % de réservistes. Ces derniers sont soit des jeunes sans expérience militaire soit d'anciens appelés du contingent ou d'anciens militaires d'active. L'effectif du régiment est de 700 hommes dont 11 personnels d'active qui constituent le noyau de son état-major. Il est composé d'un état-major, d'une section de commandement et de logistique (SCL), et de quatre compagnies. Son état-major, la SCL et les 1ère et 2ème compagnies sont installés au Fort de Vincennes. Les 3ème et 4ème compagnies sont stationnées au Camp des Matelots à Versailles.

Les missions

Le 24ème RI a été créé pour permettre au gouverneur militaire de Paris de disposer d'une réserve opérationnelle d'hommes et de femmes capable d'être mobilisée et déployée sur court préavis, pour répondre à des missions de sécurisation, de soutien logistique ou d'appui en zone Île-de-France. Le régiment est totalement opérationnel. Il est activé 8 mois sur 12. Il engage tous les six mois ses unités dans des missions opérationnelles (Sentinelle, Vigipirate, Résilience, etc…). Simultanément à ses missions opérationnelles, le 24ème RI organise la formation militaire initiale de réserve d'une

durée de 11 jours pour les militaires du rang sans expérience. Le 24ème RI recrute chaque année 130 personnes.

Les moyens

Le 24ème Régiment d'infanterie est équipé du fusil d'assaut de la manufacture d'armes de Saint-Etienne (FAMAS). A la fin des années 1960, l'armée française exprime le désir de remplacer le fusil FSA 49/56 de calibre 7,5 mm et le pistolet mitrailleur MAT 49 de calibre 9 mm en dotation dans ses unités. L'état-major décide que les deux armes seront remplacées par un seul équipement. En 1967, le projet est lancé. Le FAMAS est présenté en 1973. Il sera d'un calibre de 5,56 mm. Sa portée maximale est de 3.200 m mais sa portée pratique est de 300 m. Il est commandé en 1978. La fabrication du FAMAS cessera en 1992. Plus de 400.000 exemplaires seront fabriqués. Plusieurs variantes du FAMAS seront produites. La variante FAMAS F1 a une longueur de 757 mm et pèse 4,370 kg avec munitions. Depuis 1980, il équipe les unités qui participent aux opérations extérieures, puis a été remplacé par le fusil allemand HK 416.

Un passé glorieux

L'origine du 24ème RI remonte à 1656, date de la création du Régiment royal. En 1775, il devient le Régiment de Brie. Il participe à la guerre d'indépendance américaine en envoyant un détachement de 400 hommes répartis entre l'escadre de l'amiral d'Estaing et celle de l'amiral de Grasse. Au sein de l'escadre de ce dernier, le détachement participe à la bataille de Yorktown et assiste à la capitulation de la garnison anglaise. En 1791, le Régiment de Brie devient le 24ème Régiment d'infanterie. Il est présent à Valmy (1792) et à Hondschoote (1793). Sous le Directoire et l'Empire, le régiment se couvre de gloire : Gênes (1800), Iéna (1806), Friedland (1807), Eylau (1807), Essling (1809) et Wagram (1809). En 1836, le 24ème RI est envoyé en Algérie. Il s'y distingue, en particulier, aux combats de « La Chif-fa ». En juillet 1842, il rentre en France. Il sera,

Le 24ème Régiment d'infanterie

de toutes les grandes batailles de la première guerre mondiale : Marne (1914), Artois (1915), Notre-Dame de-Lorette (1915), Vimy (1915), Verdun (1916), Chemin des Dames (1917) et l'Aisne (1918). A l'issue du premier conflit mondial, le 24ème RI sera titulaire de la croix de Guerre 1914-1918 avec une citation à l'ordre du corps d'armée et deux citations à l'ordre de l'armée, dont celle de 1918 : «*..après voir livré de durs combats victorieux devant Canny et Lassigny, du 18 au 20 août 1918, vient encore, dans les journées du 30 septembre et du 1er octobre, de montrer les plus brillantes qualités d'entrain et d'audace. Sans souci des difficultés du terrain, des tirs nourris de nombreuses mitrailleuses et de l'artillerie bien défilée a, dans un admirable élan, surmontant toutes les résistances, progressé de plus de 6 kilomètres de profondeur, dépassant l'objectif qui lui était assigné, infligeant de lourdes pertes à l'ennemi, capturant plus de 100 prisonniers, une batterie de 150 avec ses servants et un important matériel de guerre. Du 10 au 15 octobre a poursuivi inlassablement l'ennemi en retraite sur une profondeur de plus de 23 kilomètres, en réduisant par de hardies manœuvres tous les nids de résistance et ramassant en outre plus de 122 prisonniers, 15 mitrailleurs et un important matériel.* »

En 1919, Louis II de Monaco est affecté au 24ème RI avec le grade de lieutenant-colonel. Sa carrière militaire débuta en 1891. Il intègre, en tant qu'élève étranger, l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr. En 1894, il suit les cours de l'Ecole de cavalerie de Saumur et, en 1895,rejoint le 3ème Régiment de chasseurs d'Afrique en Algérie. Il est rayé des contrôles, le 16 novembre 1899, avec le grade de capitaine. Le 10 août 1914, il écrit à son père : « *A l'heure où la France traverse une crise effroyable et où chacun essaye de se rendre utile ou de prouver son attachement à sa patrie ou à sa seconde patrie, j'estime qu'il serait peu digne de ma part, en qualité d'ancien saint-cyrien de rester inactif.* » Il est affecté à la 5ème Armée comme agent de liaison. Grâce à sa connaissance de la langue allemande, il participera à l'interrogatoire des prisonniers hauts gradés. A la fin de la guerre, Louis ne veut pas quitter l'armée. Il écrira : « *Il sera bien assez tôt à ce moment d'arborer l'odieux déguisement civil, heureusement que le ruban vert et rouge me désignera comme en ayant été* ». Le 26 juin 1922, Albert 1er meurt. Devenu souverain Louis II de Monaco quitte l'armée.

Lors du second conflit mondial, à partir du 15 mai 1940, le 24ème RI défend la rive Sud de l'Aisne. Le 10 juin 1940, sur ses 3.133 hommes, seuls 405 hommes sont en état de combattre. Les autres sont soit tués, blessés, disparus ou prisonniers. Il sera recréé, en 1944, à partir d'unités FFI. A partir de 1945, le 24ème RI stationne en Île-de-France. De 1984 à 1997, il est le régiment protocolaire du président de la République. En parallèle, il possède comme mission principale la défense de Paris. En 1992, sa 2ème compagnie part, pendant six mois, en opération extérieure à Bihac en Bosnie-Herzégovine. Il est dissout en 1993. Le 27 juin 2013, il est recréé en tant que bataillon de réserve d'Île-de-France.

Marc Beauvois
section de la Haute-Garonne

Le Commando Marine *Jaubert*

La Force maritime des fusiliers marins et commandos (FORFUSCO) est articulée en deux grandes composantes : les unités de fusiliers marins spécialisées « Protection-Défense de la Marine » et les unités de commandos Marine qui sont les « forces spéciales de la Marine ». La FORFUSCO compte 2.300 personnes dont 650 brevetés commandos répartis au sein de sept unités dénommées "commandos". Les commandos de combat portent les noms d'officiers morts en action (*Jaubert, Trépel, Montfort, Penfentenyo *et* Hubert*). Les deux autres portent les noms d'officiers qui ont marqué par leur empreinte les modes d'emploi des commandos Marine, à savoir* Kieffer *et* Ponchardier.

La citation accompagnant la croix au grade d'officier de la Légion d'honneur, qui fut remise au capitaine de frégate Jaubert la veille de sa mort, met en valeur les qualités des officiers dont les cinq commandos de combat portent le nom : « *Dès son arrivée en Indochine a créé de toutes pièces, avec des moyens de fortune, la Flottille fluviale des troupes françaises d'Extrême-Orient, et a ainsi contribué grandement au succès des opérations en Cochinchine. Blessé mortellement le 25 janvier 1946 devant Tan Huyen alors qu'il allait personnellement reconnaître en vedette, sous le feu de l'ennemi, l'endroit où les bateaux de la flottille allaient être engagés.* »

Seconde guerre mondiale

En décembre 1944, une compagnie de reconnaissance est formée à Toulon. Elle participe aux combats qui se déroulent entre Nice et Vintimille. En octobre 1945, elle rejoint la Brigade Marine d'Extrême-Orient (BMEO). Elle s'appelle « compagnie Merlet » du nom de son chef. Le 29 janvier 1946, à la suite à la mort du capitaine de frégate Jaubert, elle est rebaptisée « compagnie Jaubert ». A sa tête, tombera aussi au combat l'enseigne de vaisseau de Montfort.

La brillante attitude au combat du commando *Jaubert* lui vaudra l'attribution de la croix de Guerre 1939-1945 avec une citation à l'ordre du corps d'armée : « *Unité d'élite pleine de dynamisme et d'ardeur, commandée par le lieutenant de vaisseau Merlet, qui, après avoir participé activement, comme compagnie de reconnaissance de la division coloniale d'Extrême-Orient, aux opérations des Alpes-Maritimes, en avril 1945, a été incorporée à la BMEO et envoyée en Extrême-Orient. Débarqué à Saïgon avec les premiers éléments du corps expéditionnaire, le 20 octobre, a participé du 20 octobre 1945 au 15 janvier 1946, aux opérations de la libération de la Cochinchine-Ouest, prenant d'assaut Mitho le 26 octobre, Vinh-Long le 29 octobre, Canthö le 30 octobre, ainsi que des nombreuses villes et villages dans le courant des mois de novembre et décembre, infligeant de lourdes pertes à la piraterie locale, dans les régions solidement tenues par elle. Dirigée ensuite sur le Tonkin, a été mise à terre la première sur le sol tonkinois, le 6 mars 1946, à la coupure de Vu-Yen, assurant la sécurité du passage de la flotte de débarquement, et le débarquement ultérieur. Son chef blessé est rapatrié après les incidents du 28 avril; cette unité a participé, sous le commandement de l'enseigne de vaisseau de Montfort, aux durs combats de Haïphong (19 au 30 novembre) nettoyant et occupant les quartiers indigènes, infligeant de lourdes pertes à l'ennemi. Au cours de ces combats, a perdu, une deuxième fois, son chef tué en pleine action.* »

Guerres d'Indochine et d'Algérie

Le 1er janvier 1948, la compagnie devient commando. En 1956, le commando *Jaubert* sera la dernière unité

Le Commando Marine *Jaubert*

à quitter le sol indochinois. Entre 1945 et 1956, le commando aura perdu au combat 59 hommes dont 2 de ses commandants. Son fanion porte la croix de Guerre des théâtres d'opérations extérieurs avec 6 palmes. Sa 6ème citation exprime les attitudes qu'il a montré au cours de la guerre d'Indochine: « *Engagé au Nord-Vietnam de décembre 1951 à février 1952, le commando se distingue à Ke Bao et dans l'île de la Cac Ba, où de lourdes pertes sont infligées à un adversaire résolu, dans un terrain difficile. Participant à toutes les opérations et aux multiples coups de main de la campagne d'été dans le Centre-Annam, il se signale en particulier lors d'une brillante série d'opérations sur les côtes rebelles, du 26 mai au 20 juin 1952, au cours desquelles les coups les plus sévères sont portés au ravitaillement et aux transports maritimes du Viet-Minh. Il s'illustre à nouveau lors des importantes opérations combinées d'août à septembre 1952, notamment dans la région de Hué le 24 août et Kim Gia (Centre-Annam) le 5 septembre où il repousse de nuit une attaque en masse des rebelles contre nos positions et participe à l'anéantissement du 101ème Régiment Viet-Minh.* »

A partir de 1956, *Jaubert* est engagé en Algérie, pour assurer des missions de contre-guérilla, au sein de la Demi-brigade de fusiliers marins puis au sein du groupement des commandos Marine.

Moyens

Depuis 1969, *Jaubert* est installé à Lorient. Les commandos Marine sont capables de s'insérer dans un dispositif relevant du Commandement des opérations spéciales. La loi de programmation militaire 2014-2019 énonce que : « *Les forces spéciales sont particulièrement adaptées aux besoins accrus de réaction dans l'urgence, en souplesse et dans la profondeur contre un dispositif hostile ou complexe.* » Les cinq commandos de combat possèdent des capacités communes de combat commando et de renseignement. Ils maîtrisent tous les modes d'infiltration terrestres, nautiques et aéronautiques.

Par ailleurs, chaque commando de combat possède des capacités spécifiques. Les commandos *Trépel* et *Jaubert* disposent de groupes spécialisés dans le contre-terrorisme et la libération d'otages. Le commando *Jaubert* a à sa disposition l'embarcation commando à usage multiple embarquable de nouvelle génération (ECUME-NG) pour réaliser ses missions *(photo)*.

En 2011, la Direction générale de l'armement a notifié à la société Zodiac l'achat de 15 ECUME-NG. Les frégates des classes *Aquitaine, La Fayette* et *Floréal* ainsi que les porte-hélicoptères amphibies de la classe *Mistral* embarquent chacun 2 ECUME. Cette embarcation, qui peut aussi être aéro-larguée, mesure 9,30 m, pèse 7 t et peut emmener 12 commandos à plus 50 nœuds (90 km/h).

Le brillant comportement du commando *Jaubert* lors des opérations extérieures lui vaut, le 21 novembre 2011, d'être cité à l'ordre de l'armée avec attribution de la croix de la Valeur militaire avec palme de bronze.

Marc Beauvois,
section de la Haute-Garonne

Embarcation commando à usage multiple embarquable. (c) Marine nationale

L'Escadron de transport 3/60 « Esterel »

En 1968, la réorganisation du GLAM (Groupe de liaisons aériennes ministérielles) engendre la création de l'Escadron de transport 3/60 « Esterel ». Ce dernier est composé des escadrilles F-110, BR-224 et BR-227, titulaires de citations à l'ordre de l'armée et de la croix de Guerre 1914-1918.

L'Escadron de transport 3/60 « Esterel » est équipé de long courrier DC-8-55. Il a réalisé les liaisons entre la métropole et la Polynésie, où la France a effectué ses derniers essais nucléaires. Actuellement, l'ET 3/60 assure l'acheminement des militaires français dans le cadre des opérations extérieures et vers les DOM-COM. Il effectue aussi les évacuations de ressortissants français à l'étranger.

En 2011, il a évacué 545 ressortissants de Libye. Le 26 novembre 2020, il a ouvert une nouvelle page de sa riche histoire en recevant le premier des trois Airbus A-330 commandés dans le cadre du volet militaire du plan de soutien à l'aéronautique. Les 3 A 330 remplaceront les 2 A 340 et les 3 A 310.

Les citations

L'escadrille F 110 a obtenu une première citation : «*...malgré les attaques des avions ennemis et malgré le feu d'une artillerie spéciale redoutable, est intervenue sur le champ de bataille en liaison avec les autres armes. A opéré à plusieurs reprises sur les voies de communication de l'ennemi et sur ses réserves, causant un effet moral et matériel certain.* ». Elle a en acquis une deuxième : « *Le 1er groupe de bombardement, a pris part aux batailles de Picardie et de Champagne 1918. En sept mois, du 27 mars au 9 novembre, il a exécuté 106 nuits de travail, 2.134 expéditions d'avions, attaqué 749 objectifs militaires, accompli 109 reconnaissances de nuit, lancé près de 330 tonnes de projectiles, réalisé 113 destructions. A contribué puissamment à l'arrêt de l'ennemi, et à son recul consécutif, en lui infligeant des pertes qui ont affecté profondément son moral et diminué sensiblement sa valeur combative ; n'a cessé de procurer à notre haut commandement des renseignements du plus grand intérêt.* »

L'escadrille BR 224. a obtenu une citation : « *Entraînée par l'ascendant et l'exemple de son chef, le capitaine Weiller, a fait preuve de qualités remarquables de bravoure et de ténacité. A effectué avec les plus brillants résultats de nombreuses reconnaissances à longue portée, malgré les circonstances atmosphériques très défavorables et les violentes attaques de l'aviation et de l'artillerie antiaérienne ennemie.* »

L'escadrille BR 227 a obtenu une première citation : « *Sous le commandement et grâce à l'exemple du capitaine Roux, a accompli, au cours des dernières attaques, un travail d'artillerie d'un rendement exceptionnel. A assuré, en avril et en mai 1917, l'exécution de plus de 150 tirs de destruction et 12 reconnaissances aériennes lointaines, malgré de lourdes pertes causées par le feu et les combats livrés aux avions ennemis.* »

Elle en a obtenu une deuxième «*...a rempli toutes ses missions au prix de pertes sensibles et de combats quotidiens. Par ses réglages et ses contrôles de tirs lointains, ses reconnaissances à grande distance de jour et de nuit, son esprit offensif, a contribué brillamment au succès des opérations. Par son initiative heureuse, a réalisé d'importantes améliorations de matériel qui rendent de grands services ; 1.743 heures de vols, 7 avions ennemis abattus.* »

Marc Beauvois
section de la Haute-Garonne

Val-de-Marne - 94 - Saint-Mandé

L'Hôpital d'instruction des armées Bégin

Après avoir reçu un témoignage de satisfaction le 12 juin 1995 du directeur central du Service de santé des armées, pour la prise en charge de blessés en ex-Yougoslavie, l'Hôpital d'instruction des armées (HIA) Bégin est félicité le 10 février 2015 pour sa mobilisation durant la crise Ebola et le 23 novembre 2016 pour celle de blessés des attentats de novembre 2015. Le 6 juin 2014, le ministre de la Défense l'avait cité à l'ordre de l'armée pour son action dans l'opération « Serval » au Mali.

Par décret du 21 avril 1855, Napoléon III décide de construire l'hôpital pour pallier la saturation des hôpitaux militaires parisiens durant la guerre de Crimée. Inauguré le 31 mai 1858, l'hôpital militaire de Vincennes est spécialement destiné aux malades des garnisons de Vincennes et des forts de l'Est. En 1870, l'hôpital est mobilisé lors du début de la guerre franco-prussienne, très meurtrière. Le 31 mars 1900, il devient l'hôpital militaire Bégin, en hommage au chirurgien impérial Louis Jacques Bégin (1793-1859). Par décision ministérielle du 21 janvier 1947, une maternité est créée dans l'ancien pavillon des contagieux dont une partie est ensuite dédiée à la psychiatrie. L'hôpital prend son nom d'hôpital d'instruction des armées Bégin en 1960. Le 29 octobre 1970, Michel Debré, ministre d'Etat chargé de la Défense nationale, inaugure le monobloc en forme de croix, au Sud de l'hôpital. En 2007, s'engagent durant dix ans des travaux de mise aux normes et en conformité avec son projet médical.

Formant avec l'HIA Percy, l'ensemble hospitalier militaire Nord, il a pour mission prioritaire le soutien médical des forces armées engagées à l'étranger ou sur le territoire national, par des actions de soins, prévention, expertise et de réhabilitation des blessés en opération. Centre de référence en infectiologie, l'HIA Bégin offre des soins en gynécologie, rhumatologie, endocrinologie, dermatologie et hépato-gastro-entérologie. Ses services de chirurgie viscérale et digestive, chirurgie orthopédique et traumatologie concourent à la permanence des soins en « nuit profonde » (coma artificiel). Le service des urgences bénéficie d'un plateau technique performant et d'une expertise reconnue en cardiologie, radiologie et biologie. Après avoir élargi son offre de soins par l'accueil de spécialités et d'équipes de l'HIA du Val-de-Grâce (urologie, ophtalmologie, oncologie, psychiatrie et clinique médicale), l'HIA Bégin promeut les parcours ambulatoires en chirurgie comme en médecine, avec son plateau de réadaptation cardiaque ambulatoire, inauguré en 2019. Partenaire privilégié du groupement hospitalier du territoire Nord 94, il contribue en complémentarité avec les structures de santé de son territoire à l'optimisation des parcours de soins, notamment en cas de crise sanitaire. Lieu de soins, d'enseignement et de recherche, il participe à l'amélioration des techniques de diagnostic et à l'innovation thérapeutique, notamment en chirurgie robotique. Lieu de vie, il a obtenu le label « Culture et santé »

Vincent Honoré,
commissaire en chef de 1ère classe
Michel Bugeaud, ***président de la section du Val-de-Marne***

Le prince Philip, duc d'Edimbourg
Titulaire de la croix de Guerre française 1939-1945 avec palme

Philip Mountbatten (10 juin 1921-9 avril 2021), époux d'Elizabeth II, reine de Grande-Bretagne et de divers pays membres du Commonwealth, a effectué une courte carrière navale. En 2011, il avait été nommé « Lord grand-amiral » de la Marine royale britannique.

Grand-croix de la Légion d'honneur, le prince Philip avait obtenu la croix de Guerre 1939-1945 qu'il portait, bien visible, en grand uniforme.

La Marine, une tradition familiale

Le grand-père de Philip, Louis von Battenberg (1854-1921), prince allemand, avait épousé en 1884 une petite-fille de la reine Victoria, reine de Grande-Bretagne et impératrice des Indes. Il effectue une brillante carrière dans la Marine britannique, dont il devient le chef d'état-major (1912-1914). Pendant la première guerre mondiale, sous la pression de l'opinion publique britannique, il renonce à sa nationalité allemande et anglicise son nom en « Mountbatten ». Quelques semaines avant sa mort, il est promu «Amiral de la flotte», grade le plus élevé de la Marine britannique.

Son fils, oncle de Philip, également prénommé Louis (1900-1979) et officier de Marine, devient commandant en chef des forces alliées en Asie du Sud-Est en 1943. Après la guerre, il exerce successivement les fonctions de vice-roi puis gouverneur général des Indes (1947-1948), chef d'état-major de la Marine (1955-1959) et chef d'Etat-major des armées (1959- 1965). Il meurt assassiné par l'Armée républicaine irlandaise provisoire le 27 août 1979 dans l'explosion d'une bombe télécommandée

Après une défaite contre la Turquie en 1922, le prince André de Grèce, père de Philip, est évacué avec son épouse Alice von Battenberg et ses enfants, à bord du bâtiment *Calypso* de la Marine britannique. De 1927 à 1930, Philip vit en France et parlera couramment le français toute sa vie. Son oncle, Louis Mountbatten, devient son tuteur.

En mai 1939, Philip entre au Britannia Royal Naval College de Dartmouth. Il est nommé aspirant en janvier 1940 et embarque sur le cuirassé *Ramillies,* qui protège des convois de troupes australiennes dans l'océan Indien. Transféré sur le cuirassé *Valiant* de la flotte de Méditerranée, il participe à la bataille de la Crète. Cité à l'ordre de la Marine britannique, il reçoit, le 3 février 1942, la croix de Guerre française et la croix grecque de la Vaillance. Après des cours à Portsmouth, il est promu enseigne de vaisseau de 2ème classe et affecté sur l'escorteur antiaérien *Wallace*, chargé de la protection des convois pour l'invasion de la Sicile. Lieutenant de vaisseau en juillet 1942, il devient officier en second du *Wallace* pendant l'invasion de la Sicile en 1943. L'année suivante, il est affecté sur le destroyer *Whelp* de la flotte du Pacifique, qui se trouve dans la baie de Tokyo lors de la signature de la capitulation du Japon le 2 septembre 1945 à bord du cuirassé américain *Missouri*.

Naturalisé britannique, Philip termine sa carrière d'officier d'active comme capitaine de frégate en 1952, quand la princesse Elizabeth, qu'il avait épousée en 1947, est devenue reine.

Loïc Salmon

CARNET

ADHÉSIONS	DÉCÈS	DÉCORATIONS
DEPUIS DECEMBRE 2020	Section des Landes	ORDRE NATIONAL
MEMBRES	**Raoul NAVARRE**	DU MERITE
Section des Graves	Section de Lille	***Au grade de Chevalier :***
Gérard CHAUVEAU	**Jean-Claude RZEPECKI**	Siège national
Section des Landes	Section du Limousin	**Jacqueline COMBEMOREL**
Emmanuel GUILBERT	**Georges IMBERT**	Section de l'Essonne
	Section des Pyrénées-Orientales	**Gilbert CHIPAULT**
VILLES	**Christian MONSONIS**	DIPLÔME D'HONNEUR
	Section du Tarn	DE PORTE-DRAPEAU
02 - COURTEMONT-VARENNES	**Colonel Pierre-Marie MARTENS**	Section du Puy-de-Dôme
07 - TOURNON-SUR-RHÔNE		**Henri NEUVILLE**

L'Association nationale des croix de guerre et de la valeur militaire
adresse ses sincères condoléances aux familles endeuillées et les assure de toute son amitié.
Elle félicite les décorés.
Elle souhaite la bienvenue aux nouveaux membres.